

40^e vendredi

Les manifestants insistent sur le départ de l'ancien système



Lire page 4 Photo : Fatch Guidoum ©

Gaïd Salah rassure sur la Présidentielle du 12 décembre

«Toutes les dispositions ont été prises pour la réussite du processus électoral»



Lire page 3 Photo : Fatch Guidoum ©

Le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah a tenu à rassurer, jeudi dernier depuis Biskra, au dernier jour de sa visite à la 4^e Région militaire, que toutes les dispositions ont été prises pour la réussite du processus électoral, se félicitant de l'adhésion du peuple à son armée et sa «détermination» à aller vers l'élection présidentielle du 12 décembre.

Le haut commandement de l'ANP, dira-t-il, a veillé à ce que «soient satisfaites les revendications populaires légitimes et urgentes, à l'origine des marches populaires pacifiques, civilisées et qui tiennent compte de l'intérêt suprême de la patrie». Pour ce faire, «toutes les mesures idoines à même de préserver au peuple algérien sa sécurité et sa stabilité et à l'Etat algérien et ses institutions vitales leur notoriété et leur pérennité ont été prises et ce, jusqu'à atteindre l'étape de la tenue des élections présidentielles», a-t-il assuré. Pour la réussite de ces élections, le vice-ministre de la Défense nationale a soutenu que «toutes les dispositions de sécurisation de l'ensemble des étapes du processus électoral ont été prises, en sus des mesures légales permettant de protéger la voix du citoyen et de préserver le caractère constitutionnel de ce processus national d'importance». Rappelant que le haut commandement de l'ANP «a veillé inlassablement à la satisfaction des revendications populaires légitimes et urgentes, à l'origine des marches populaires pacifiques, civilisées et qui tiennent compte de l'intérêt suprême de la patrie»...

Lutte antiterroriste

6 individus arrêtés pour tentative de ralliement aux groupes terroristes au Sahel

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, des détachements de l'Armée nationale populaire ont mis en échec, le 21 Novembre 2019, des tentatives de ralliement aux groupes terroristes opérant au Sahel, où il a été procédé à l'arrestation de 4 individus à Relizane, un individu à Mostaganem - 2^e Région militaire (RM) et un autre à Tamanrasset - 6^e RM. Dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset et Bordj Badji

Mokhtar - 6^e RM, «6 individus et saisi de 2 véhicules tout-terrain, 80 kg de substances chimiques, 3 groupes électrogènes, 3 marteaux-piqueurs et 16,75 quintaux de denrées alimentaires. Par ailleurs, des éléments de la gendarmerie ont appréhendé, à Tiaret - 2^e RM, «4 individus en possession illégale de 4 fusils de chasse», alors que des garde-frontières «ont déjoué à Souk Ahras, Tébessa et El Tarf - 5^e RM, des tentatives de contrebande d'une quantité de carburants s'élevant à 6.477 litres».



Relizane et El Tarf

2 individus appréhendés pour soutien aux groupes terroristes

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'ANP a appréhendé, le 20 Novembre 2019, un individu à Relizane - 2^e RM pour tentative de ralliement aux groupes terroristes opérant au Sahel, tandis que des éléments de la gendarmerie ont intercepté, à El Tarf - 5^e RM, un élément de

soutien aux groupes terroristes. Dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, des détachements de l'ANP «ont arrêté, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar - 6^e RM, 4 personnes et saisi un véhicule tout-terrain, 6 groupes électrogènes, 6 marteaux-piqueurs, 2 panneaux photovoltaïques, un détecteur de métaux, ainsi que 13 quintaux et

40 kg de denrées alimentaires destinées à la contrebande». Au niveau de la 2^e RM, «un détachement de l'ANP a intercepté, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, à Oran, un narcotraffiquant en possession de 4 kg et 480 gr de kif traité, alors que des éléments de la gendarmerie ont intercepté, à Naâma et Saïda, 5 individus et

saisi 2 drones dotés de caméra». Par ailleurs, des garde-côtes «ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine de 12 personnes qui étaient à bord d'une embarcation de construction artisanale à 4 miles marins au nord du port d'Arzew, wilaya d'Oran - 2^e RM.

Sûreté de la wilaya d'Alger

Démantèlement d'un réseau criminel international spécialisé dans le trafic de véhicules

Les services de la sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé un réseau criminel international, composé de 9 individus, spécialisé dans le trafic de véhicules et le faux et usage de faux des dossiers administratifs. Traitée par la Brigade de la Police judiciaire relevant de la sûreté de la circonscription administrative de Chéraga, l'affaire en question concerne, également, des délits d'abus de fonctions par la délivrance de documents administratifs officiels en violation des lois, relevant que l'enquête a été déclenchée suite à une information faisant état de réception, par une commune à l'est d'Alger, de plusieurs

demandes d'immatriculation de véhicules par la même personne qui a pu avoir 4 cartes grises à son nom. Afin d'enquêter sur la situation administrative et légale des véhicules en question, la Brigade de recherches a mis sur pied un plan confirmant l'arrivée illégale des véhicules sur le territoire national, suite à quoi les membres de la Brigade ont mis sous la main le suspect. Après avoir arrêté le premier suspect au niveau d'une commune, les investigations poursuivies ont permis l'arrestation de 8 autres mis en cause, et la saisie d'une carte grise falsifiée, une police d'assurance, 4 cartes grises,

5 cartes jaunes, 3 résidences, 4 cartes d'identité biométrique, 4 certificats de vente, une copie du récépissé d'un dossier de véhicule, un procès-verbal de contrôle technique et un récépissé d'immatriculation. Après parachèvement des procédures légales en vigueur, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné la mise en détention provisoire de 3 suspects, alors que les 6 autres ont bénéficié d'une liberté provisoire.

Aïn Témouchent

3 ans de prison requis à l'encontre du petit fils d'Ould Abbès et 3 autres accusés pour atteinte à la vie privée

Le représentant du droit commun près le tribunal d'Aïn Témouchent a requis, jeudi, une peine de 3 ans de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 DA à l'encontre du petit fils de Djamel Ould Abbès et de 3 autres accusés pour «constitution d'association de malfaiteurs», «de diffamation et d'atteinte à la vie privée», «d'outrage et de délits de falsification de

documents officiels» et «d'humiliation d'un fonctionnaire dans l'exercice de sa fonction». Les 4 mis en cause sont poursuivis dans l'affaire d'une page subversive sur Facebook, que le principal accusé, le petit fils de Djamel Ould Abbès qui est en détention provisoire, a nié toute relation avec l'affaire, prétendant qu'une autre page portant le même nom et les mêmes

coordonnées que la sienne véhiculaient les choses dont il est inculqué. Plusieurs victimes et leurs avocats ont fait part de l'ampleur des dégâts encourus suite à l'invective et aux informations erronées que véhiculaient la page incriminée, réclamant une indemnisation. La défense des 4 prévenus a plaidé l'application de la loi des procédures pénales dans cette

affaire en évoquant «l'absence de preuves» et la présomption d'innocence de ses mandants. Lors de cette audience, dont le verdict sera prononcé après délibération, des cadres se sont constitués en partie civile, notamment le président d'APW d'Aïn Témouchent, le Directeur de l'Agence nationale de l'emploi et un correspondant de presse.

• Meurtre à Koléa - Tipasa 4 suspects arrêtés

Les services de la gendarmerie ont arrêté 4 personnes suspectées d'être impliquées dans un meurtre commis, dans la nuit de mercredi à jeudi, dans la ville de Koléa (Tipasa). Des investigations sont actuellement en cours en vue de déterminer le degré d'implication de ces suspects dans un homicide, dont la victime est un jeune homme de Koléa, (21 ans), signalant que celui-ci est mort des «suites de la gravité des blessures qu'il a reçu de la part d'un groupe de personnes, lors d'une altercation familiale, qui a eu lieu à la cité Souidani-Boudjemaâ. Selon les premières investigations, il s'agirait d'une dispute familiale, qui a fini en homicide, après que le jeune homme en question ait reçu des coups à l'arme blanche, au niveau de la tête et du dos, qui lui ont causé de profondes blessures. L'enquête de la gendarmerie est toujours en cours en vue de réunir les preuves impliquant les suspects dans ce crime, qui a défrayé la chronique à Koléa.

• Tébessa Démantèlement d'un réseau international de trafic d'armes

La Brigade mobile de la Police judiciaire (BMPJ) de la commune de Bir El Ater (90 km au sud de Tébessa) a démantelé un réseau international composé de 5 personnes dont des étrangers spécialisé dans le trafic d'armes. L'opération s'est également soldée par la saisie de 20 armes de catégorie 1 de fabrication turque et 79 cartouches de 9 mm ainsi que l'arrestation des 2 personnes sur les 5 composant ce réseau. L'enquête a été lancée suite à des informations faisant état d'activités suspectes d'un groupe d'individus, détaillant que les investigations ont permis d'identifier des individus du réseau signalé. L'approfondissement de ces investigations ont aussi permis de prouver l'implication de ce réseau dans le trafic d'armes et de munitions et la commercialisation des stupéfiants, a-t-on noté. La même source a ajouté que les 3 autres individus impliqués dans cette affaire demeurent activement recherchés.

Gaïd Salah rassure sur la Présidentielle du 12 décembre : «Toutes les dispositions ont été prises pour la réussite du processus électoral»

Le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP), le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah a tenu à rassurer, jeudi dernier depuis Biskra, au dernier jour de sa visite à la 4^e Région militaire, que toutes les dispositions ont été prises pour la réussite du processus électoral, se félicitant de l'adhésion du peuple à son armée et sa «détermination» à aller vers l'élection présidentielle du 12 décembre.

Le haut commandement de l'ANP, dira-t-il, a veillé à ce que «soient satisfaites les revendications populaires légitimes et urgentes, à l'origine des marches populaires pacifiques, civilisées et qui tiennent compte de l'intérêt suprême de la patrie». Pour ce faire, «toutes les mesures idoines à même de préserver au peuple algérien sa sécurité et sa stabilité et à l'Etat algérien et ses institutions vitales leur notoriété et leur pérennité ont été prises, et ce, jusqu'à atteindre l'étape de la tenue des élections présidentielles», a-t-il assuré. Pour la réussite de ces élections, le vice-ministre de la Défense nationale a soutenu que «toutes les dispositions de sécurisation de l'ensemble des étapes du processus électoral ont été prises, en sus des mesures légales permettant de protéger la voix du citoyen et de préserver le caractère constitutionnel de ce processus national d'importance». Rappelant que le haut commandement de l'ANP «a veillé inlassablement à la satisfaction des revendications populaires légitimes et urgentes, à l'origine des marches populaires pacifiques, civilisées et qui tiennent compte de l'intérêt suprême de la patrie», Gaïd Salah a affirmé également que «toutes les mesures idoines pour préserver au peuple algérien sa sécurité et sa stabilité et à l'Etat algérien et ses institutions vitales leur notoriété et leur pérennité ont été prises». «Nous savons pertinemment que les positions claires que le peuple algérien ne cesse d'avoir envers son armée, sont des positions constantes car elles émanent de sa profonde conscience et de son bon sens qui ne se trompe jamais, que l'ANP a été, depuis le début, mue par une bonne intention et des objectifs nobles, en accompagnant son peuple dans ses marches pacifiques et civilisées, un accompagnement durant lequel le haut commandement a veillé à réunir toutes les conditions de sécurité, de protection et de prévention », a-t-il affirmé. Pour Gaïd Salah, «l'indépendance de l'Algérie restera à jamais en travers de la gorge de ses ennemis et que l'ANP restera la digne héritière de l'Armée de libération nationale» et que «le courant novembriste teindra de ses couleurs l'Algérie nouvelle et son Etat fort et enraciné». Il a ajouté que «le combat, de par le concept et la pensée découlant de l'essence même de la glorieuse Révolution de libération, est une action continue et une démarche soutenue, d'où l'importance qu'il y a pour les générations de l'indépendance, notamment les jeunes, de comprendre parfaitement que l'in-



dépendance dont la lueur a jailli à travers la génération de novembre, restera à jamais en travers de la gorge des ennemis d'hier et de leurs serviteurs d'aujourd'hui, car ils n'ont jamais digéré l'indépendance de l'Algérie, et lui ont toujours voulu une indépendance d'apparence seulement». Le vice-ministre de la Défense nationale a affirmé, dans ce contexte, que «l'encens de l'Algérie novembriste dans l'esprit et l'aspect, étouffe ses ennemis, car leur vie, leurs intérêts et leur avenir ne peuvent se concrétiser que dans une Algérie qui renie son histoire et sa langue, une Algérie qui rejette sa religion et qui trahit ses authentiques valeurs nationales». Et de poursuivre : «lorsqu'ils ont constaté sur le terrain la bonne et ferme volonté du haut commandement de l'ANP et qu'il est entièrement du côté de son peuple et de sa patrie, avec tout ce que le terme patriotisme peut avoir comme signification, ils se sont soulevés, déversant leur hostilité envers le peuple algérien et son armée». Selon Gaïd Salah, «les ennemis de l'Algérie ont oublié que la principale force sur laquelle s'appuie notre Armée est la force populaire et la volonté populaire, ainsi que la conscience du

peuple, connu pour sa perspicacité, qu'il est, d'une part, la profondeur stratégique de l'ANP et le vivier d'où celle-ci est issue et, d'autre part, que l'Armée n'a d'autre objectif que de le servir». Il a rappelé, à ce titre, que l'ANP «est la digne héritière de l'Armée de libération nationale et c'est précisément ce lien sacré qui a beaucoup dérangé ces ennemis». «Ils veulent une armée sans profondeur historique afin qu'ils puissent l'employer selon leurs intérêts et la rallier à leurs objectifs et leurs intentions perverses et traîtres. C'est là la cause réelle et profonde de cette hostilité qu'ils vouent à l'ANP et à son commandement moudjahid aux sources novembristes sincères et salutaires», a-t-il expliqué. «Tout comme la Révolution de Novembre a vaincu hier son ennemi tyrannique, par la sincérité, le dévouement et la détermination à atteindre les objectifs, le peuple algérien triomphera, en compagnie de son armée, des relais de la bande, et les valeurs de Novembre seront ancrées et imprégnées dans les esprits et le courant novembriste teindra de ses couleurs l'Algérie nouvelle et son Etat fort et enraciné», a-t-il ajouté. «Nous distinguons clairement aujourd'hui entre celui qui veut que

l'Algérie s'en sorte et celui qui veut qu'elle tombe dans le piège de l'impasse avec toutes les conséquences désastreuses et dangereuses qui peuvent en découler», a affirmé le chef d'état-major de l'ANP. Dans ce contexte, le général de corps d'armée a souligné que l'Algérie, «tout comme les enfants de Novembre en ont été responsables, hier, a besoin aujourd'hui de qui en soit responsable», soutenant que les démarches de l'Algérie «ne seront pas vouées à l'échec, aujourd'hui, comme elles ne l'ont pas été hier, car la vaillante génération de l'indépendance est de la même trempe que les vaillants hommes de novembre». Dans ce contexte précisément, le peuple algérien «a prouvé que c'est un peuple des grands défis, un seul peuple uni, dont le parcours national ne saura être impacté par les entraves qui se trouvent sur son chemin. Un peuple qui sait parfaitement s'adapter efficacement à toutes les phases quelles que soient leurs sensibilités et leur difficultés».

«Les démarches de l'Algérie ne seront pas vouées à l'échec, aujourd'hui, comme elles ne l'ont pas été hier, car la vaillante génération de l'indépendance est de la même trempe que les vaillants hommes de Novembre»

Gaïd Salah a tenu à réaffirmer, en outre, que «les valeurs ancrées du glorieux 1er Novembre 1954 et ses principes patriotiques enracinés dans les esprits des fidèles enfants du peuple algérien, constituent la feuille de route idéale et sûre, et que c'est seulement ainsi que se construit le rempart solide sur lequel se brisent les illusions des ennemis de l'Algérie, notamment en ces circonstances». Il a fait remarquer que «le dévouement signifie par nécessité l'engagement par la parole et l'acte envers ses éternels principes et la détermination à suivre la voie de ses fidèles hommes», précisant que «c'est ainsi que se construit le rempart solide sur lequel se brisent les illusions des ennemis de l'Algérie, notamment en ces circonstances. Il est la garantie qui procure à notre peuple toute la force et offre à toutes les composantes vives de notre nation», a-t-il conclu.

T. Benslimane

«Les tentatives désespérées ciblant la sécurité de l'Algérie ont échoué et vont encore échouer»

Le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, a affirmé, vendredi à Ouargla, que toutes les tentatives «désespérées» ciblant la sécurité et la stabilité de l'Algérie ont «échoué et vont encore échouer» grâce aux efforts «laborieux» et «fructueux» de l'ANP. «Toutes les tentatives désespérées ciblant la sécurité et la stabilité de notre pays ont échoué et vont encore échouer dans l'avenir grâce à l'aide d'Allah le Tout-Puissant et grâce aux efforts laborieux et fructueux que l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale, ne cesse de consentir, en s'inspirant de son dévouement aux valeurs de Novembre et son message éternel afin que l'Algérie demeure unie et indivisible, conformément au serment prêté au service de la patrie», a déclaré le chef d'état major de l'ANP au 4^e jour de sa visite à la 4^e Région militaire à Ouargla. Lors d'une allocution prononcée à l'occasion d'une réunion de travail avec le commandement, l'état-major de la RM, les commandants des secteurs opérationnels et des unités, les responsables des différents services de sécurité, et les directeurs régionaux, Gaïd Salah a mis en valeur les «grands efforts» consentis par les éléments des unités mobilisées le long de la bande frontalière en territoire de compétence, «dans l'objectif de sécuriser et protéger cette zone vitale et sensible» contre toutes les menaces et les fléaux. «A cette fin, nous œuvrons toujours à maintenir la disponibilité opérationnelle à son plus haut

niveau et à mener une parfaite préparation et instruction de nos Forces armées, afin qu'elles puissent détenir, en permanence, les moyens d'accomplir leurs missions et s'adapter constamment aux évolutions de la situation géopolitique et à la complexité des enjeux dans notre sous-région», a-t-il souligné. «Ce qui requiert impérativement de vous en tant que cadres de veiller à l'exécution rigoureuse des programmes de préparation au combat pour les différentes composantes du corps de bataille, à travers l'intensification des exercices pratiques, tactiques et opérationnels de tirs avec munitions réelles au profit des différentes armes et forces dans les divers niveaux et échelons, et à travers l'instruction et la préparation des états-majors et des personnels aux niveaux tactiques et opérationnels et ce, en sus de la nécessité d'un emploi optimal des systèmes d'armes mis à disposition», a-t-il dit. Le général de corps d'armée a mis en évidence le fait que les défis «se multiplient et s'accroissent et que l'Algérie mérite que tous ses enfants, là où ils se trouvent, soient son rempart impénétrable». «Notre satisfaction à chaque visite rendue aux personnels et à chaque inspection des unités, des Régions et des Forces, est d'autant plus grandissante que nos exigences. Les défis se multiplient et s'accroissent et l'Algérie mérite que tous ses enfants, là où ils se trouvent, soient son rempart impénétrable, et c'est là où réside notre sérénité, car nous ressentons réellement que l'ANP est la véritable héritière de l'Armée de

libération nationale», a-t-il affirmé. Selon le vice-ministre de la Défense nationale «il n'y a aucune crainte pour une Patrie dont les personnels de son Armée sont imprégnés des valeurs de leur histoire nationale et considèrent la valorisation de ses leçons et ses enseignements comme la lumière qui éclaire leur chemin, vers l'acquisition de plus de puissance, à même de garantir le prestige de l'Algérie et de préserver sa souveraineté nationale et son unité territoriale et populaire». Avant de prononcer son allocution, Gaïd Salah a suivi un exposé global sur la situation générale sur le territoire de compétence, présenté par le commandant de la Région.

La veille, le général de corps d'armée s'est rendu le soir au siège du commandement de la 4^e Région militaire où il a observé, après la cérémonie d'accueil à l'entrée dudit siège et en compagnie du général-major Hassan Alaïmia, commandant de la 4^e Région militaire, un moment de recueillement sur l'âme du valeureux chahid Chihani Bachir, dont le nom est porté par le siège du commandement de la Région, a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et a récité la Fatiha sur son âme et sur celles de tous nos vaillants chouchou. Il également a procédé à l'inauguration de quelques infrastructures et annexes administratives, où il a reçu d'amples explications sur ces structures, avant de visiter leurs différentes parties.

H. M./Ag.

40^e vendredi

Les manifestants insistent sur le départ de l'ancien système

De nouvelles marches pacifiques ont été organisées à Alger et dans d'autres villes du pays, pour le 40^e vendredi consécutif, pour réitérer l'appel au départ de tous les symboles de l'ancien système et leur refus d'aller voter «dans les conditions actuelles», a-t-on constaté hier à Alger et scandant les mêmes slogans brandis depuis le 22 février, les manifestants ont commencé à se regrouper tôt le matin au niveau des places habituelles, à l'instar de la Grande Poste, rue Didouche-Mourad, la place Audin, Bab El Oued et place des Martyrs, pour réitérer leur revendications, notamment le départ des résidus de l'ancien système et la lutte contre la corruption. Les manifestants, ont comme à l'accoutumée, brandi l'emblème national et des portraits des martyrs de la Guerre de Libération nationale, et scandé différents slogans comme «manache habssine (nous n'allons pas nous arrêter)», appelant également à la libération des personnes arrêtés lors des marches précédentes et à une lutte sans merci contre la corruption et la récupération des deniers publics détournés ces dernières années. Les mêmes revendications ont été exprimées dans d'autres wilayas du pays, lors de marches similaires, à Blida, Chlef, Médéa, Tizi-Ouzou, Bouira, Boumerdès et Béjaïa. Les manifestants ont appelé au «départ des anciens symboles du système» et exprimé leur rejet de la tenue de l'élection présidentielle dans les conditions actuelles. Des citoyens des wilayas de l'Est, à l'exemple de Constantine, Oum El Bouaghi, Annaba et El Tarf, sont sortis,



Photo : Fatch Guidoum ©

eux aussi, dans la rue pour appeler «au respect de la volonté du peuple», revendiquer «l'application des articles 7 et 8 de la Constitution», consacrant la souveraineté du peuple et plaidé pour «un changement radical» du système de gouvernance. Des manifestants des wilayas de l'Ouest du pays, à l'instar d'Oran, Aïn Témouchent, Sidi Bel-Abbès, Tlemcen, et Naâma ont scandé, eux aussi, des slogans, réitérant leur attachement aux revendications visant le changement et le départ des sym-

boles de l'ancien système comme préalable à la tenue des élections présidentielles. Ils ont aussi revendiqué l'instauration de «l'Etat de droit». Au Sud du pays, notamment à Ouargla, El Oued, Ghardaïa et Adrar, des citoyens se sont rassemblés après la prière du vendredi en reprenant leurs slogans habituels à savoir le changement politique radical, le refus des élections dans les conditions actuelles, le départ des résidus de l'ancien système et à la lutte contre la corruption. Le 40^e

vendredi du Hirak coïncide avec la 6^e journée de la campagne électorale pour la présidentielle du 12 décembre, animée par les 5 candidats retenus (Ali Benflis, Abdelkader Bengrina, Abdelaziz Bélaïd, Azzedine Mihoubi et Abdelmadjid Tebboune). Les candidats ont insisté, lors de leurs meetings et activités de proximité, sur l'importance du rendez-vous du 12 décembre pour préserver la sécurité et la stabilité de l'Algérie.

M. T.

Bilan de la 1^e semaine de campagne électorale

«Une entame dans le calme absolu», souligne l'Anie



L'Autorité nationale indépendante des élections a appelé, jeudi dernier, au respect des règles d'éthique contenues dans la charte des pratiques électorales. Selon son porte-parole, Ali Draâ, pour mener à bien l'opération électorale et faire sortir le pays de la crise, les médias et les candidats doivent éviter toute «amplification des faits». Pour lui, la campagne électorale a bien débuté. Procédant à une évaluation des cinq premiers jours, il a mis en exergue et insisté sur son bon déroulement. «Jusqu'à maintenant, les candidats respectent la loi et la charte d'éthique des pratiques électorales. Ils sortent sur le terrain et expliquent leurs programmes», a-t-il relevé. Il a estimé que les interventions suscitent un engouement remarquable. «Tout se déroule de manière calme et pacifique comme nous l'avons souhaité. Nous sommes pour le respect total de la loi», a-t-il ajouté lors d'un point de presse. Draâ a insisté sur le respect mutuel entre les candidats qui ont évité de verser dans l'insulte et les injures. Il a plaidé pour un débat d'idées autour des programmes. Pour le porte-parole de l'Anie, la campagne a été

excellente mais il a fait état d'un retard en matière d'affichage qui sera rectifiée, a-t-il assuré à partir de la semaine prochaine. Pour Draâ, «tous les candidats sont traités équitablement par l'autorité et nul n'est supérieur à l'autre. C'est au peuple de choisir son futur Président». En réponse à une question sur le journaliste qui été éconduit par l'un des candidats, Draâ a calmé les esprits en en appelant à «des relations saines et fraternelles entre organes de presse et les candidats». «Les faits ne doivent être amplifiés», a-t-il clamé. Il a recommandé le respect des règles d'éthique au sein même des médias. «Avant de publier un article, il faut vérifier l'information et éviter de porter atteinte à la notoriété d'un candidat», a-t-il proposé. Selon lui, une telle attitude porte atteinte à l'opération électorale alors que le vœu de tout le monde est d'en faire une réussite compte tenu de la situation du pays» a-t-il renchéri. Les candidats, a-t-il conclu, doivent également leur part de respect aux médias. «Il faut établir une relation harmonieuse conforme au slogan «khawa khawa», s'est-il exclamé en souriant.

Présidentielle du 12 décembre

«L'Algérie a besoin d'un dirigeant de la génération post-indépendance», affirme Belaïd

Le prétendant à la Présidentielle du 12 décembre, Abdelaziz Belaïd, a affirmé, hier à Oran, que l'Algérie «a besoin, aujourd'hui, d'un dirigeant de la génération post-indépendance parmi ceux qui ont les mains propres et la compétence nécessaire pour mener le pays à bon port», s'engageant à ouvrir de grands chantiers de réformes pour asseoir un Etat où le peuple constituerait la seule source du pouvoir. Lors d'un meeting animé à la salle omnisports, Belaïd a dit que «l'Algérie a besoin, aujourd'hui et plus que jamais, d'un dirigeant de la génération post-indépendance qui n'a pas les mains sales par le détournement de fonds et qui jouit de l'expérience et de la compétence nécessaire pour mener le pays à bon port». La génération

post-indépendance est appelée, a-t-il poursuivi, à «démontrer qu'elle est en mesure de porter et de rester fidèle au serment de l'Algérie», promettant l'ouverture, en cas de victoire, «de grands chantiers de réformes avec la participation de tous en vue d'asseoir un Etat où le peuple constituerait la seule source du pouvoir».

Le candidat à la magistrature suprême considère que «sa réussite aux prochaines échéances sera celle de la démocratie et de la génération de l'indépendance», citant, entre autres priorités de son programme de réforme la révision de la Constitution, une Constitution «qui conviendra au peuple et non au Président», a-t-il dit. Dans ce cadre, l'intervenant s'est engagé à accorder toutes les prérogatives

aux assemblées locales, car il s'agit là d'une «République indépendante» et ce, pour mettre fin à «l'autorité et à la pression de l'administration sur les élus du peuple».

Au volet économique, le candidat du Front Al Moustakbal a réaffirmé son engagement à libérer l'économie et les initiatives, appelant les citoyens à ne pas prêter oreille aux discours d'intimidation.

L'Algérie «ne traverse pas une crise financière, elle dispose de tous les moyens pour réaliser la prospérité à son peuple», a-t-il affirmé. Critiquant la politique de l'Etat à l'égard des artistes et des sportifs, Belaïd promet de les réhabiliter à travers la création d'offices pour la défense et la protection de leurs droits.

● Benflis s'engage depuis Biskra à procéder à la réforme du système éducatif

Le candidat à la Présidentielle du 12 décembre prochain, Ali Benflis s'est engagé, jeudi, à Biskra, à procéder à la réforme du système éducatif à travers «sa modernisation et son développement».

Lors d'un meeting animé au centre-ville, Benflis a indiqué que son programme électoral comprend des axes importants visant à «procéder à la réforme du système éducatif à travers sa modernisation, son développement et sa numérisation, tout en réhabilitant la famille éducative». Dans son programme, Benflis propose «d'élargir l'enseignement préparatoire, d'ajouter une année d'étude à cette phase d'enseignement, d'éliminer le phénomène de surcharge des classes, de moderniser l'enseignement secondaire, d'évaluer l'expérience du LMD dans l'enseignement supérieur et veiller à le développer en impliquant les spécialistes». «La création d'un secrétariat d'État pour les personnes aux besoins spécifiques» figure entre autres axes du programme du président du parti «Talaïe El Hourriyet» qui compte accorder un intérêt particulier aux «catégories vulnérables». Au volet de la santé, le candidat à la magistrature suprême promet de «revoir la distribution des centres hospitaliers et des médecins et d'étudier le dossier du service civil, à travers l'ouverture du débat avec les praticiens de la santé». Pour ce qui est du dossier de la communauté nationale établie à l'étranger, Benflis considère que «les compétences algériennes établies à l'étranger ont le droit d'accéder aux postes de responsabilité». S'adressant aux opposants à la tenue de la Présidentielle, Benflis a affirmé que «ces derniers ont le droit de boycotter l'élection, mais doivent aussi respecter l'opinion de l'autre», ajoutant qu'il croit en l'opinion de l'autre et l'admette «sans exclusive ou fermeture de portes». Le candidat à la

Présidentielle a promis, s'il était élu, d'ouvrir le débat avec tous les courants de la scène politique d'une part et de «dynamiser la diplomatie algérienne et de consolider ses relations avec les autres États», d'autre part. Évoquant les spécificités de Biskra qui se distinguent par son caractère agricole, le prétendant à la magistrature suprême du pays a souligné le problème d'eau dont souffre cette wilaya, d'où l'impératif «de l'exploiter de façon rationnelle». À ce propos, le candidat Benflis s'engage à ce que «l'État accompagne les agriculteurs» proposant «l'ouverture de la voie à leur profit pour commercialiser leurs produits sans obstacles ni bureaucratie». Le meeting populaire animé par le candidat Ali Benflis a été marqué par la présence de citoyens en dehors de la salle refusant la tenue de l'élection présidentielle.

Il appelle de Tiaret à «rompre avec les anciennes pratiques»

Animant un autre meeting la même journée, le candidat à la Présidentielle du 12 décembre prochain, Ali Benflis, a insisté, jeudi, à Tiaret, sur la nécessité de «rompre avec les anciennes pratiques et méthodes nuisibles aux institutions de l'État. De la Maison de la culture Ali-Maâchi (Tiaret), au 5^e jour de la campagne électorale, Benflis est favorable à «une rupture avec les anciennes pratiques nuisibles aux institutions de l'État», à condition de «consacrer la bonne gouvernance» dans la gestion et définir les prérogatives des différentes Instances. Fustigeant les anciennes méthodes de ges-

tion, qui, selon lui, «ont consacré le népotisme et la centralisation des décisions», il a présenté, dans ce cadre, une proposition de «loi qui protège les walis contre les ordres émanant d'en haut et fixe leurs prérogatives». En outre, le président du parti «Talaïe El Hourriyet» a critiqué les anciennes méthodes de travail des médias et le fonctionnement du secteur de la Justice, mettant l'accent sur «l'instauration de la justice, en tant que base de toute gouvernance». Appelant à «la réhabilitation et à la protection des cadres en activité ou à la retraite, Benflis a rappelé que «des centaines de cadres ont été marginalisés et humiliés suite à des ordres reçus d'en haut». Outre, la répartition des structures sanitaires «de façon scientifique et minutieuse», le candidat a mis en avant l'importance de la réforme du système de santé, notamment dans les régions internes et enclavées des Hauts-Plateaux et du Sud, soulignant que la santé constituait, dans son programme, «un secteur pivot à développer avec l'implication de tous ses acteurs». Évoquant la catégorie des jeunes souffrant du chômage, Benflis a promis l'activation du «rôle des entreprises économiques en matière de recrutement et d'emploi, à travers l'établissement d'un climat d'affaires favorable à l'investissement et la relance du marché de travail». Il a mis l'accent, en outre, sur l'impératif «renforcement du front interne sur la base de la confiance placée dans les institutions de l'État, l'unité entre le peuple algérien et son armée et la préservation de l'État national», exprimant son appréhension de la «vulnérabilité» de ce front, si le pays demeure sans président de la



République pour une «longue durée». Le prétendant à la présidentielle a réitéré son engagement à ouvrir le dossier des invalides de l'Armée nationale populaire (ANP), appelant ces derniers à «s'organiser pour l'examen de leur dossier et désigner des représentants pour engager le dialogue avec le Gouvernement».

Évoquant l'histoire «honorable de la wilaya de Tiaret», Benflis a promis à ses habitants d'examiner leurs problèmes et de répondre à leurs préoccupations, notamment relatives aux modes de distribution des terres agricoles et d'accompagnement des agriculteurs par l'État.

T. M. /Ag.

● Tebboune s'engage à la criminalisation de l'emprise de l'argent sale dans les élections



Photo : Faïch Guidoum ©

Le candidat indépendant à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé, jeudi, depuis Constantine, à la révision de la Constitution et du Code électoral et à «la criminalisation de l'argent sale dans les élections afin de concrétiser le changement». Animant un meeting populaire à la salle Zénith (Constantine), dans le cadre du 5^e jour de sa campagne électorale placée sous le slogan «Engagés pour le changement, capables de le réaliser», Tebboune a déclaré : «Je m'engage, si je suis élu à la tête du pays, à revoir la Constitution pour la consécration de la séparation des pouvoirs et la consolidation des institutions, et pour favoriser la transmission du flambeau aux jeunes». Il a affirmé, dans le même sens, qu'il s'engageait, également, à la révision du Code électoral en vigueur pour mettre fin à l'emprise de l'argent sale sur les élections à travers sa criminalisation pour juguler le phénomène

de l'achat de sièges aux Assemblées populaires élues. Rappelant que ce phénomène «a porté préjudice» au pays et empêché l'émergence de jeunes et de compétences nationales sur la scène politique, il a promis que la révision du Code électoral et de la Constitution, s'il était élu président, «sera confiée à des hommes de loi et aux acteurs de la société civile afin de concrétiser le changement escompté». Après avoir souligné «le triomphe» du Hirak du 22 février 2019 à torpiller le projet du 5^e mandat, «qui a failli faire basculer le pays dans le ridicule», Tebboune a estimé que «le départ de nombre de figures de la scène politique a été le début d'une campagne d'assainissement». Évoquant la prochaine échéance électorale, Tebboune a affirmé que la tenue de la présidentielle en cette conjoncture précise, était «un impératif national» pour «sauver le pays des menaces qui le guettent et barrer la route aux tenants des complots». Tout en

appelant au «respect des avis en faveur du boycott de la présidentielle», le prétendant à la magistrature suprême Abdelmadjid Tebboune a déclaré, néanmoins que «nul n'a le droit d'empêcher ces concitoyens de voter», mettant en garde contre «les risques des transitions qui vont à l'encontre de la démocratie». Au volet économique, Tebboune s'est engagé à «remettre de l'ordre» dans les importations et à en finir avec le phénomène des projets fictifs et la surfacturation. Le candidat a, par ailleurs, précisé que son programme électoral comprenant 54 engagements «pose un diagnostic et propose un remède aux problèmes en matière économique, politique et sociale», affirmant qu'il «fera entrer l'Algérie dans une nouvelle étape en honorant les sacrifices des martyrs et en restant fidèle aux principes de la glorieuse Révolution du 1^{er} Novembre 1954».

N. I.

● Bengrina insiste sur l'impératif de gagner la bataille de la sécurité alimentaire en Algérie

Le candidat à la Présidentielle du 12 décembre, Abdelkader Bengrina, a mis l'accent, hier, à El-Bayadh, sur l'impératif de gagner la bataille de la sécurité alimentaire pour préserver la souveraineté de l'Algérie. Lors d'un meeting organisé à la bibliothèque publique de la ville d'El Bayadh, au 6^e jour de la campagne électorale, Bengrina a affirmé que «celui qui ne peut subvenir à ses besoins quotidiens en nourriture, ne peut être souverain dans sa décision», estimant nécessaire de «gagner la bataille de la sécurité alimentaire pour préserver la souveraineté et la stabilité de l'Algérie». «L'Algérie n'est pas en mesure de subvenir à tous les besoins alimentaires du peuple en cas de crise», a-t-il mis en garde, lançant «nous ne parviendrons pas à tenir

plus de 3 mois. Il est temps, alors, d'assurer les besoins alimentaires du pays». La wilaya d'El Bayadh, terre de la Révolte de Sidi Cheikh, «dispose d'atouts considérables pour réaliser la sécurité alimentaire. Cependant, l'ancien système «a œuvré pour la consécration de la dépendance, en privilégiant la politique de l'importation au détriment du produit national». «Si je suis élu à la tête du pays, je ne permettrai, en aucun cas, à la bande de sortir de prison, ni son retour au pouvoir», a fait savoir, dans ce sens, Bengrina, soulignant que «le peuple algérien fait preuve, aujourd'hui, d'une grande conscience et dénoncera tous ceux impliqués dans les manœuvres de l'ancien régime». Répondant aux citoyens rassemblés à l'exté-

rieur de la bibliothèque publique pour exprimer leur refus à la tenue de l'élection présidentielle, Bengrina a déclaré : «Nous nous mettrons aux côtés de nos frères qui refusent les élections. Ce ne sont pas nos ennemis. Nous œuvrerons ensemble au mieux des intérêts du pays et l'urne tranchera», ajoutant que «le refus de l'élection présidentielle est synonyme d'une période de transition». Pour rappel, la wilaya d'El Bayadh vient en tête des wilayas quant aux formulaires signés pour la candidature de Bengrina à l'échéance présidentielle. Le candidat à la présidentielle a déclaré, à ce propos, «cela nous charge d'une responsabilité supplémentaire et nous remplit de confiance en vue d'être fidèle et dévoué à l'Algérie».



Communication

Les médias nationaux mobilisés pour la réussite de la Présidentielle du 12 décembre

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabehi, a affirmé, jeudi, depuis Tindouf, que les médias nationaux sont mobilisés pour la réussite de la Présidentielle du 12 décembre prochain, qualifiant cet événement de rendez-vous important qui «ouvrira la voie à une nouvelle ère en Algérie pour amorcer un départ prometteur dans le processus d'édification et de développement durable».

Dans une allocution à l'occasion d'une visite de travail dans la wilaya de Tindouf, le ministre a déclaré que «la corporation médiatique n'a jamais manqué d'accompagner les choix de l'Algérie et de soutenir les ambitions du peuple, qui s'apprête à une élection décisive, le 12 décembre prochain, ajoutant que les médias nationaux, y compris télévisuels, «sont mobilisés pour la réussite de cet important rendez-vous, qui ouvrira la voie à une nouvelle ère pour amorcer un départ prometteur dans le processus d'édification et de développement durable». Rappelant la réservation de larges espaces médiatiques à cette échéance dans le cadre du service public et en application des lois et règlements afférents, à l'instar de la Charte d'honneur, «une première dans l'histoire de la pratique électorale dans notre pays», Rabehi a mis en avant «la neutralité, l'objectivité et l'équidistance vis-à-vis des 5 candidats». Dans le traitement de la prochaine élection, les médias nationaux s'appuieront aux dénominateurs communs des Algériens, à savoir «l'amour de la patrie et l'intérêt suprême du pays», a-t-il dit. À l'occasion de l'inauguration du centre de la télévision algérienne, Rabehi a précisé que cette réalisation «s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Gouvernement visant à élargir et diversifier l'espace médiatique en consécration du droit du citoyen à l'information, mettant l'accent sur l'importance de l'acquisition des moyens de communication numériques et de la maîtrise de leur gestion par les enfants de la région en premier lieu, outre, le renforcement du réseau des stations et chaînes d'information de proximité qui couvrent, désormais, toutes les wilayas du pays. «La station de télévision de Tindouf, qui vient d'être lancée au moment où notre pays s'apprête à amorcer une nouvelle ère démocratique, contribuera incontestablement à l'animation de la scène nationale et locale, et à la valorisation du patrimoine civilisationnel et culturel de la région et son rayonnement régional, a indiqué le ministre, pour qui, les médias, notamment audiovisuels, constituent «une solide passerelle de communication et un levier d'édification et de développement positif à travers la diffusion des valeurs nobles et le renforcement de la cohésion de la société pour constituer un bouclier face aux ennemis et autres aventuriers». En s'acquittant de cette mission nationale et humaine, les médias «façonnent une culture sociétale positive à travers la conscientisation des des-

tinataires, notamment les jeunes dans la formation desquels l'État investit», a ajouté Rabehi, affirmant que «ce rôle majeur que les médias nationaux appréhendent comme un devoir professionnel sacré et une responsabilité morale à l'égard des générations, prend de l'ampleur à chaque étape cruciale que l'Algérie traverse sereinement grâce à Dieu et aux sacrifices de ses enfants, notamment dans l'institution de l'Armée nationale populaire (ANP), toujours prête pour la préservation de la souveraineté nationale et de l'unité territoriale, et qui soutient sans hésitation ni surenchère les choix du peuple». Évoquant les acquis réalisés dans la wilaya dans d'autres secteurs tels que l'éducation, l'enseignement supérieur et la santé, le ministre a mis en avant «l'attachement de l'État à accorder un intérêt particulier aux régions du Sud et des Hauts-Plateaux au titre du renforcement de la participation de toutes les régions du pays au développement global, en tant que partenaires et bénéficiaires à la fois».

Rabehi, affirme que le rôle majeur que les médias nationaux appréhendent comme un devoir professionnel sacré et une responsabilité morale à l'égard des générations, prend de l'ampleur à chaque étape cruciale que l'Algérie traverse sereinement grâce à Dieu et aux sacrifices de ses enfants

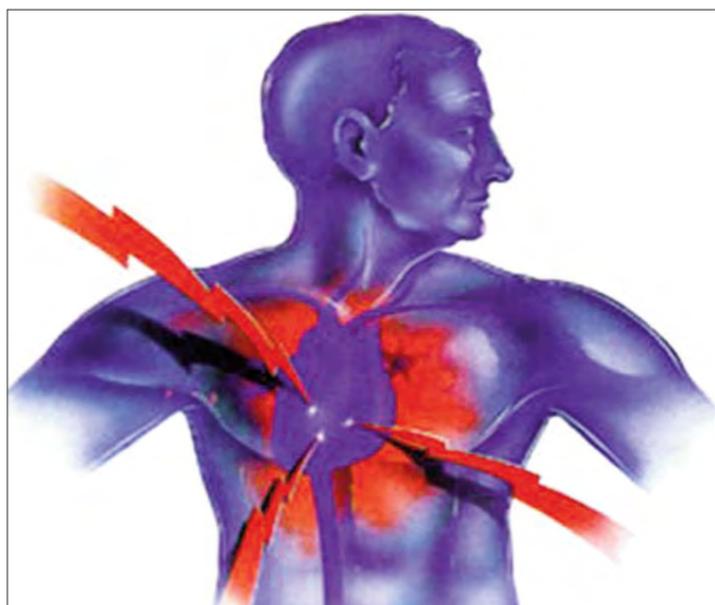
Par ailleurs, Rabehi a relevé l'heureuse coïncidence entre l'inauguration de la station de télévision de Tindouf et un événement économique régionale d'envergure, qui se tient actuellement dans la wilaya, à savoir la manifestation économique-commerciale régionale «Mougggar», estimant que cette précieuse opportunité offre à l'Algérie et à ses voisins du Sud-ouest l'opportunité d'examiner les moyens de diversifier et de relancer la coopération commerciale dans la région via cette wilaya, qui a toujours été un carrefour interculturel et lieu de passage des caravanes commerciales. «Tindouf retrouve, avec l'ouverture du poste frontalier «Mustapha-Ben Boulaïd», sa place centrale de «Porte ouverte» sur les pays voisins et de plate-forme pour l'enrichissement des relations entre les populations de la région et la



promotion des échanges commerciaux». À cet égard, le porte-parole du Gouvernement a mis en exergue «l'engagement de l'Algérie à hisser cette coopération au niveau des liens de solidarité et de complémentarité entre nos pays, et qui sont à même d'accroître notre immunité et de conforter notre présence dans un monde de plus en plus compétitif, fondé sur l'appropriation des savoirs et la maîtrise des technologies de l'information et de la communication». Dans ce contexte, «nous comptons énormément sur les médias, notamment sur la jeune station de Tindouf, pour la couverture de cette manifestation économique régionale en vue de la pérenniser, mais aussi, dans la vulgarisation et la promotion des atouts et des capacités concurrentielles de l'Algérie», a affirmé Rabehi. «Nous attendons beaucoup de cette station et des autres organes d'information en matière de promotion de la destination touristique et culturelle Algérie», a-t-il ajouté. Se disant convaincu que sa visite programmée à certains sites historiques et culturels de la wilaya de Tindouf «sera l'occasion de confirmer la richesse de son patrimoine culturel et naturel, qui mérite d'être mis en avant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, Rabehi a exhorté les médias, locaux et numériques, à focaliser de manière intense et permanente sur ces aspects pour atteindre cet objectif. En conclusion de son allocution, le ministre de la Communication a tenu à salué

le staff de cette station pour son innovation et son efficacité dans la communication en direction des populations de la région et pour être un trait d'union entre les citoyens et l'administration. Il a en outre, relevé son rôle dans l'alimentation de la centrale en informations relatives à la wilaya et ses environs. Rabehi avait entamé dans la matinée une visite de 2 jours dans la wilaya de Tindouf où il s'est rendu, également, au siège de la Radio locale et au siège de la Radiodiffusion et Télédiffusion. Au niveau des différents stands de la manifestation économique et commerciale et régionale «Mougggar», le ministre a exhorté les opérateurs présents à «saisir toutes les opportunités favorisant la complémentarité économique et la promotion des échanges commerciaux au service du développement, notamment des zones frontalières». Rabehi a effectué, également, une visite à nombre de sites archéologiques et culturels de la wilaya de Tindouf où il a appelé les médias à «la vulgarisation de ces trésors et de cette destination touristique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays». Au programme de la 2^e journée de sa visite, le ministre devra inspecter une exploitation privée, spécialisée dans la culture de l'arganier, en encouragement à ce type d'initiative au service du développement économique du pays.

Moussa O. / Ag.



Santé

Le syndrome coronarien aigu, première cause de mortalité en Algérie

Les syndromes coronariens aigus se placent en tête des maladies cardiovasculaires causant le plus grand nombre de décès en Algérie, avec comme principal facteur de risque le tabac, a déploré, jeudi, à Alger, le président de la Société algérienne de cardiologie, le Pr Mohammed Chettibi. «Il existe un nombre important de personnes atteintes du syndrome coronarien aigu qui décèdent avant d'arriver à l'hôpital. C'est cette partie de l'iceberg qu'on ne voit pas. C'est sur ces patients-là, dont on ne connaît pas le nombre, qu'on veut agir», a déclaré à la presse le Pr Chettibi, en marge du 3^e Congrès international de la Société algérienne de cardiologie (CISAC). Le spécialiste, par ailleurs, chef de service de cardiologie au CHU de Beni Messous (Alger) explique qu'il s'agit de «travailler sur un système qui permettra aux malades

souffrant de la pathologie coronarienne, d'arriver au bon moment et au bon endroit afin qu'ils puissent recevoir les traitements adéquats et être sauvés». Interrogé sur la prévalence de la maladie, il fera savoir que «le taux de mortalité intra-hospitalière frise les 7%, alors que le registre de la Société algérienne de cardiologie a identifié le tabac comme étant le principal facteur de risque, celui-ci étant présent chez près d'un patient sur deux atteint de syndrome coronarien aigu. L'hypertension artérielle ainsi que le diabète constituent, également, des facteurs de risque fréquents chez la population algérienne, avec respectivement 39,9% et 35,2% des patients concernés», a-t-il ajouté avant de souligner que la prise en charge de la maladie coronarienne «repose souvent sur une stratégie invasive en vue d'une revascularisation précoce».

Lancement officiel de la campagne oléicole nationale «Une production de 100 millions de litres d'huile attendue», selon Chérif Omari

Une production de 100 millions de litre d'huile d'olive est attendue à travers le territoire national durant la campagne oléicole 2019/2020 et dont le coup d'envoi officiel a été donné, jeudi, depuis Tizi-Ouzou, par le ministre de l'Agriculture du Développement rural et de la Pêche (MADRP) Chérif Omari.

Omari qui a effectué une visite de travail dans la capitale du Djurdjura, a annoncé que cette production sera réalisée sur une superficie d'environ 500 000 hectares (ha). Il a souligné que «cette année, la campagne s'annonce bonne grâce aux conditions climatiques favorables et à une importante productivité d'olives. Le choix de Tizi-Ouzou pour lancer la campagne nationale oléicole est dicté par sa place parmi les premières wilayas productrices d'huile d'olive, une wilaya qui est aussi connue pour son savoir-faire, sa culture oléicole, son potentiel oléicole et sa maîtrise de la filière», a-t-il indiqué. Il a rappelé les programmes engagés par son département ministériel pour étendre la culture oléicole vers les régions des Hauts-Plateaux et du Sud et qui ont permis de renforcer la production oléicole nationale qui augmente annuellement, faisant de l'Algérie un des premiers pays producteurs d'huile d'olive. «Grâce aux efforts des agriculteurs et au soutien de l'État, le verger oléicole national a connu une extension de 170 000 ha assurant de bons rendements, ces dernières années» s'est-il réjoui. Dans la wilaya de Tizi-Ouzou, la récolte de cette campagne s'effectuera sur un verger en production d'une superficie de 34 406 ha. Il est attendu qu'une récolte de 917 801 quintaux (q) d'olive donneront, grâce à un rendement évalué jusqu'à 20 litres/quintal, une production prévisionnelle de 18,248 millions de litres d'huile, selon la chargée de la filière oléicole Samia Hadjih. L'olive de table et l'huile d'olive algériens sont des produits de qualité et grâce aux investisseurs qui fournissent beaucoup d'efforts pour mettre ce produit aux normes internationales, les produits oléicoles algériens ont toutes leurs chances pour s'imposer sur le marché international. Le MADRP poursuivra la valorisation et le développement de l'exportation des produits oléicoles, a souligné le ministre, en observant que l'huile d'olive algérienne qui «est un produit de qualité et bio, est exportée», ajoutant que son département œuvre à renforcer cette exportation dans le cadre des mesures de promotion des exportations des produits agricoles tout en encourageant la consommation locale d'huile d'olive.

«La formation et la recherche scientifiques incontournables pour améliorer la production agricole»

La formation et la recherche scientifiques sont «des éléments incontournables» pour améliorer qualitativement et quantitativement la production agricole nationale et aller vers l'exportation, a également affirmé, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche (MADRP), Chérif Omari. Ce dernier qui a donné à partir de l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé en agriculture de montagne (ITMAS) de Boukhalfa, le coup d'envoi de la campagne nationale oléicole 2019/2020, a insisté sur la formation et l'encadrement technique et la mise à niveau des agriculteurs et cadres du secteur afin d'améliorer la production agricole nationale. La recherche scientifique et l'innovation permettront d'apporter des éléments de réponse pour augmenter la productivité dans le secteur agricole et apporter des solutions aux questions d'optimisation des espaces, notamment en zones de montagnes où il y a une économie agricole et une population très importantes. Rappelant l'importance accordée par le Gouvernement à la valorisation de la recherche scientifique et des compétences universitaires, Omari a indiqué que son département ministériel a insisté auprès du Gouvernement pour offrir aux chercheurs toutes les conditions nécessaires pour créer de l'emploi dans ce secteur. «Nous avons besoin de produits de la recherche et de l'innovation pour apporter des solutions aux problématiques posées par les producteurs et les professionnels et afin d'améliorer nos capacités de production et faire face aux aléas des changements climatiques», a-t-il précisé. «Les conventions-cadres signées entre les ministères de l'Agriculture et ceux de la Formation et de l'Enseignement professionnels et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, rentrent dans cette démarche», a-t-il ajouté en rappelant la signature, il y a quelques jours, dans le cadre de la convention avec le ministère de l'Enseignement supérieur de «création de 6



unités de recherche au sein d'Instituts agricoles». «L'Algérie compte, aujourd'hui, un dispositif qui permet de valoriser les chercheurs versés dans le secteur de l'Agriculture et qui travaillent en symbiose avec les chercheurs scientifiques académiques afin d'apporter des solutions et des innovations qui vont permettre de valoriser nos produits et renforcer leur exportation», a-t-il insisté. Le ministre a assisté à l'ITMAS à la signature de trois conventions, dont deux de coopération entre le Département des sciences agronomiques de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou et l'ITMAS de Boukhalfa et entre ce même Institut et le Conseil interprofessionnel de la filière oléicole de la wilaya de Tizi-Ouzou (CWIF oléicole) et la 3^e est une convention d'assurance entre le CWIF oléicole de Tizi-Ouzou et la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA). Durant cette visite de travail, le ministre s'est rendu à la pépinière de l'Entreprise régionale de génie rurale (ERGR) Djurdjura sise à Tadmaït, où il s'est enquis du déroulement du programme de reboisement et de reverdissement, puis il a visité une confiserie d'olive de table dans

cette même commune avant de se rendre à Draâ Ben Khedda pour visiter une unité de stockage d'ail dans des chambres froides. Sur place Omari a annoncé que depuis 3 ans l'Algérie n'importe plus d'ail grâce aux mesures engagées par l'État pour augmenter la production nationale de ce produit. «Cette année nous avons un excédent en production d'ail avec 2 millions de quintaux contre un million l'année passée» a-t-il dit, en rappelant que le pays importait avant ces trois dernières années 120 000 q d'ail/an. «Grâce à cette production et à l'excédent réalisé, nous allons renforcer l'exportation de ce légume» a-t-il indiqué, en observant que l'ail algérien est demandé sur le marché international pour «sa qualité, son parfum et son goût et parce qu'il s'agit d'un produit bio». Le ministre de l'Agriculture qui a aussi visité la coopérative de céréales et légumes secs de Draâ Ben Khedda a rappelé que l'Algérie a atteint en juin dernier une autosuffisance en blé dur et orge et des mesures ont été prises pour réaliser l'autosuffisance en blé tendre.

Kahina Tasseda

Clôture du Salon international «Logistical 2019» Affluence timide des visiteurs



La 4^e édition du Salon international du transport et de la logistique «Logistical 2019» a pris fin, jeudi, et aura connu une affluence

timide de la part des citoyens, contre une présence remarquable des opérateurs du domaine et des personnes intéressées, parmi

les académiciens et les étudiants. Selon les organisateurs et les nombreux participants, l'affluence timide des citoyens pour le Salon, s'explique essentiellement par l'organisation d'autres salons spécialisés pendant la même période au Palais des expositions (Safex). Le Salon aura vu, toutefois, une présence remarquable de nombreux opérateurs spécialistes du transport et de la logistique, qui y ont participé pour examiner les opportunités de coopération et de partenariat dans le monde des affaires. Le Salon a été marqué par la présence considérable d'étudiants désirant nouer des contacts avec les opérateurs économiques et s'enquérir des opportunités possibles pour leur intégration sur le marché de l'emploi. La 4^e édition de Logistical a vu, également, la présence remarquable d'entreprises qui fournissent de nouvelles prestations en Algérie et des solutions innovantes dans plusieurs domaines, telles que le courrier express et les prestations de transport du mobilier d'entreprise et de particuliers. Des entreprises spécialisées dans la réalisation d'infrastructures de stockage et d'entrepôts ont aussi pris part à cette manifestation économique, partant de l'im-

portance de leurs prestations pour les entreprises de transport. La participation de l'Office national de météorologie au Salon a permis d'informer les visiteurs et les participants, des résultats des études qu'il mène pour accompagner les opérateurs dans le domaine du transport routier et maritime. Le «Salon Logistical 2019» a vu la participation de près d'une soixantaine d'entreprises opérant dans différents secteurs tels que le transport des marchandises terrestre, aérien et maritime, le soutien à l'entreprise, les assurances et la logistique. Le Salon qui a constitué un espace pour présenter les solutions possibles à la plupart des problèmes auxquels font face les exportateurs algériens, s'est déroulé du 18 au 21 Novembre. En prévision de l'intégration de l'Algérie à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), qui entrera en vigueur en mois de juillet 2020, les exposants ont contribué avec la présentation de propositions et de solutions logistiques possibles pour le développement des capacités importantes du pays dans le domaine d'exportation, notamment des produits agricoles frais.

Port d'Alger

Hausse du trafic maritime et marchandises au 3^e trimestre de 2019

L'entreprise portuaire d'Alger (EPAL) a enregistré «une hausse considérable» du trafic maritime et marchandise traitées durant le 3^e trimestre de 2019 par rapport à la même période de 2018, a indiqué un responsable à l'EPAL.

Un total de 554 navires ont accosté au port d'Alger durant le 3^e trimestre de 2019 dont 519 commerciaux, soit une hausse de 2,9% par rapport au 3^e trimestre de 2019, a fait savoir le responsable à la Direction de l'information, Aïssa Chenouf, en marge de la 4^e édition du Salon international du transport et de la logistique (Logistical 2019). La TJB (tonnes jauge brute) des navires est passée de 7,7 millions tonneaux durant le 3^e trimestre de 2018 à 7,8 millions tonneaux durant la même période de 2019, avec une hausse considérable de l'ordre de 6,2% étant donné que les navires accueillis sont d'une grande taille. Cette hausse est le résultat directe des efforts consentis visant l'amélioration des procédures par l'EPAL, a-t-il indiqué, ajoutant que sur la base des données, il a été réalisé un total de 3 millions tonnes durant ce trimestre, soit une hausse de 6,3% par rapport à la même période de 2018. Le trafic des voyageurs a augmenté de 12,3% passant de plus de 186 000 voyageurs en 2018 à près de 209 000

voyageurs en 2019. Quant au trafic des véhicules, il a augmenté de 8,2% passant de plus de 64 000 véhicules en 2018 à plus de 69 000 véhicules durant le dernier trimestre 2019. Pour Chenouf, cette augmentation du nombre des voyageurs via le port d'Alger constitue un indicateur «positif» des efforts consentis visant à simplifier les mesures et à faciliter l'accueil et le transit pour les passagers, après la mise en service de la nouvelle station. Concernant la rentabilité du port, une légère augmentation de la durée moyenne d'attente des navires avant accostage a été constatée durant le dernier trimestre de 2019, passant de 0,82 jour en 2018 à 1,06 jour en 2019. La durée d'attente concerne essentiellement les céréaliers, les porte-conteneurs, les cargos et les navires pétroliers. Par ailleurs, la durée d'accostage des navires traités par l'entreprise a baissé de 2%. L'activité portuaire de l'entreprise est stable depuis début 2019 vu la concrétisation des objectifs fixés et la hausse du volume des activités.

Houda H.



Ph : Faïeh Guidoum ©

Wilaya d'Alger

Signature de marchés pour le raccordement au réseau de gaz et d'électricité

La wilaya d'Alger a signé, jeudi, avec le groupe Sonelgaz, des marchés d'une enveloppe d'un milliard de dinars pour le raccordement au réseau d'électricité et de gaz de plus de 17 000 foyers à travers le territoire de la wilaya. La cérémonie de signature de ces marchés s'est déroulée en présence du ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, le wali d'Alger, Abdelkhalek Sayouda, le PDG du groupe Sonelgaz, Chahar Boulakhras, et des directeurs de distribution de la société de distribution d'électricité et du gaz d'Alger (SDA). Intervenant à cette occasion, le ministre de l'Energie, a affirmé qu'une enveloppe d'un milliard de dinars a été allouée à cette première étape de l'opération de raccordement au réseau d'électricité et du gaz qui touchera plus de 17 000 foyers algérois. La première étape sera réalisée dans un délai de trois mois avec des compétences locales, a-t-il mis en avant, ajoutant que le taux de raccordement en électricité à la capitale «dépasse 98%». Dans le cadre du parachèvement des projets et des opérations de raccordement au réseau de gaz et d'électricité, un budget supplémentaire d'un milliard de dinars a été enregistré au titre du budget de l'exercice 2020. De son côté, le wali Abdelkhalek Sayouda a fait savoir que les services de la wilaya avaient effectué une

opération de recensement de l'ensemble des agglomérations, des haouchs et des quartiers de la capitale n'ayant pas encore connu des opérations de raccordement au réseau électrique et de gaz, déterminés à travers 32 communes sur un total de 57 commune dans la capitale. Le wali a relevé, à ce titre, que l'opération aura un impact positif, en ce sens qu'elle permettra d'éradiquer le phénomène de raccordement anarchique au réseau électrique et de doter les habitants et les équipements publics. A son tour, le directeur de l'énergie de la wilaya d'Alger, Ali Benyakhlef, a passé en revue l'essentiel des statistiques portant sur l'opération dans sa première étape qui englobera le raccordement au réseau d'électricité et de gaz et concernera plus de 7989 habitations au réseau de gaz à travers 30 communes à Alger (10 circonscriptions administratives), ainsi que le raccordement de plus de 10 600 habitations au réseau de gaz naturel, ayant été recensées à travers 32 communes (11 circonscriptions administratives). Le même responsable a également indiqué que ces projets permettront d'augmenter le taux de couverture en gaz naturel dans la capitale, qui passera de 76% actuellement à plus de 80%.

H. H.

Blida

Plus de 30 fugues d'enfants enregistrées durant les six derniers mois

La brigade de protection des catégories sensibles de la sûreté de wilaya de Blida a enregistré 36 fugues d'enfants de leurs domicile familial, durant les six derniers mois de cette année, a-t-on appris, jeudi, auprès de la chargée de la cellule de communication près ce corps sécuritaire. «36 cas de disparition d'enfants, âgés entre 6 à 17 ans, enregistrées depuis juin dernier à ce jour, se sont avérées être des fugues volontaires», a indiqué, la commissaire principale Siham Benamara, en marge d'une journée de sensibilisation sur les «risques menaçant la santé mentale et physique de l'enfant mineur». Elle a expliqué que les causes principales à l'origine de ces fugues d'enfants, qui ont «tous été retrouvés et remis à leurs familles sains et saufs», sont dues «à leur peur d'être punis à cause de leur échec scolaire, ou leur privation du téléphone portable et de jeux électroniques». La responsable a, par la même, signalé l'accueil par le même service, de 1214 appels téléphoniques, sur le numéro vert 104, réservé au signalement de la disparition ou le kidnapping d'enfants. Sur ce total d'appels reçus, 36 étaient relatifs au signalement de dispari-

tion d'enfants, «pris en charge dans leur totalité», a-telle assuré, au moment où le reste «concerne des demandes de renseignements, notamment», a-t-elle fait savoir. Cette Journée, organisée à l'initiative de la sûreté de daïra de Boufarik, en collaboration avec l'établissement public de culture et d'arts, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des droits de l'enfant, a permis d'informer le public, des enfants scolarisés, sur l'utilité du numéro vert. Une communication, animée à l'occasion, a abordé les risques encourus par l'enfant en sortant de son école, concernant le cycle primaire, avec des conseils pour les éviter (risques). La manifestation, abritée par l'école primaire Aroua de Boufarik, a donné lieu à la présentation d'une pièce théâtrale sur la sécurité routière, parallèlement à la présentation d'un bilan des activités des services sécuritaires relatives à la protection des mineurs, contre la violence et différents fléaux sociaux, outre une visite pédagogique au siège de la sûreté de daïra de Boufarik, où les élèves ont pris connaissance des différentes missions dévolues à ce corps sécuritaire.

Khémis Miliana (Aïn Defla) Introduction de modules sur l'entrepreneuriat

Des modules visant à faire prendre conscience aux étudiants de l'importance de l'entrepreneuriat seront introduits dans le cursus de formation au sein de l'université Djillali-Bounaâma de Khémis Miliana (Aïn Defla) pendant l'année universitaire en cours, a annoncé le recteur de cet établissement de l'enseignement supérieur. «Le manque d'engouement de la part des étudiants pour l'entrepreneuriat est, dans une large mesure, d'ordre culturel dans la mesure où les étudiants, et la société de façon générale, n'ont pas conscience du rôle susceptible d'être joué par les entreprises dans l'économie moderne, d'où l'importance d'introduire des modules se rapportant à ce domaine», a précisé le Pr Aylam El Hadj. Observant que l'introduction de modules pour consolider la notion d'entrepreneuriat est «d'autant plus importante que les économies de nombre de pays développés sont basées sur les micro-entreprises», Aylam a déploré le fait que l'idée qui prédomine le plus chez les étudiants est que seul un travail salarié est à même de leur permettre de vivre de manière décente.

Tout en faisant remarquer que l'inculcation de l'idée se rapportant à l'entrepreneuriat chez les étudiants nécessite «la mise en place d'un plan de travail alliant pragmatisme et clairvoyance», il a fait état de l'intention de l'université de Khémis Miliana d'inviter des directeurs de micro-entreprises économiques dont le parcours a été couronné de réussite afin d'évoquer leurs expériences aux étudiants de licence et de master. Le même responsable a, par ailleurs, fait état de l'ouverture, «avant la fin de l'année en cours», d'un atelier au sein de l'université dont la mission consistera à déterminer les filières qui n'attirent pas les étudiants car n'offrant pas des opportunités d'emploi. «Il est on ne peut plus vital d'adapter la formation des étudiants à la réalité économique», a-t-il soutenu, observant que l'opération s'apparentant à «une réforme de la carte de formation» permettra, dans un premier temps, d'améliorer les programmes dispensés à l'heure actuelle.

Constantine

Campagne de sensibilisation sur les dangers de surconsommation d'antibiotiques

Une campagne de sensibilisation sur les dangers de surconsommation des antibiotiques ciblant les médecins vétérinaires et les éleveurs a été lancée à Constantine, a-t-on appris de l'inspecteur vétérinaire de la Direction des services agricoles, Mourad Benameur.

«C

oïncidant avec la semaine mondiale «pour un bon usage des antibiotiques» (18-24 novembre), cette campagne vise à faire connaître les risques dus au mauvais usage des antibiotiques chez l'animal et de mettre en avant les comportements à adopter en vue de limiter l'émergence de la résistance aux antibiotiques qui constitue aujourd'hui l'une des plus graves menaces pesant sur la santé mondiale, la sécurité alimentaire et le développement», a expliqué Mourad Benameur. Cette initiative vise également à sensibiliser les agriculteurs sur ce phénomène largement répandu chez les éleveurs qui est d'administrer des antibiotiques aux animaux sans avis vétérinaire, a-t-il ajouté. Rappelant que les bactéries multi-résistantes issues des élevages peuvent se transmettre à l'homme directement ou via la chaîne alimentaire, ce spécialiste a indiqué

que celles-ci pouvaient provoquer des infections plus difficiles à traiter que celles dues à des bactéries non résistantes. C'est dans ce contexte que la Direction des services agricoles de Constantine a mobilisé 234 médecins vétérinaires du secteur privé et public afin de sensibiliser les éleveurs, implantés dans les 12 communes de la wilaya, quant à la nécessité de changer ces pratiques favorisant l'émergence et la propagation de la résistance aux antibiotiques. Benameur a, par ailleurs, fait savoir qu'au cours de cette année, un cabinet vétérinaire privé et un commerce de gros des produits vétérinaires opérant dans la wilaya ont été fermés pour une durée de trois mois pour avoir directement fourni des antibiotiques aux éleveurs. Il est à noter que le patrimoine animalier de Constantine recense pour l'actuelle année plus de 167 000 ovins et 40 000 bovins.

M. El Hadi



El Tarf

Production de 8960 quintaux d'arachides

Une production de 8960 quintaux d'arachides a été enregistrée dans la wilaya d'El Tarf, au titre de l'actuelle campagne agricole, avec une baisse légère de 1,33% par rapport à la précédente campagne, a-t-on appris auprès de la cheffe de service de l'organisation de la production et appui technique à la Direction des services agricoles (DSA). La superficie agricole dédiée à la culture d'arachides au niveau de cette wilaya frontalière connaît cette année, une diminution passant de 834 hectares durant la campagne 2017/2018, avec une production de 10 390 quintaux, à 820 ha au titre de la campagne 2018/2019, a ajouté Chanez Amira Zaïdi. La campagne a été, également, quelque peu perturbée par des chutes de pluie qui se sont abattues sur la région durant la cueillette de ce produit, cédé entre 350 et 400 DA le kg, a-t-elle relevé. En dépit des contraintes liées à la nature même de la pratique de cette culture, de nombreuses familles continuent à planter les arachides, principalement au niveau du cordon duinaire, dans les communes de Souarekh, Aïn Assel, Berrihane et

Kala, réputées pour leur forte concentration en eau favorisant la croissance et l'épanouissement des plants, a-t-on précisé de même source. Dès le mois de septembre, il est loisible de voir à travers différents champs de la région, de nombreux producteurs parmi lesquels plusieurs femmes, de tout âge, se déployant avec art, savoir-faire et patience, pour cueillir les fruits arrivés à maturité, après six mois de croissance. Certaines d'entre elles, qui ont affirmé pratiquer cette culture depuis des années, avec «la même passion et patience», nous ont, par ailleurs, évoqué le problème de «mévente» caractérisant ce produit. Le stock de la production de l'année dernière n'a pas encore été épuisé, ont signalé certains producteurs de la localité de Frine, ce qui laisserait craindre une nouvelle baisse de la surface qui lui sera consacrée, pour la prochaine campagne. Consacrée à la fabrication de l'huile de table au niveau de différentes wilayas du pays, la cacahuète tarfinoise est également fort appréciée aussi bien pour la confection des gâteaux ou pour la simple dégustation.

Khenchela

Engouement pour le dépistage du diabète

La manifestation -village médical- installée sur la place Abbas-Laghrou dans la ville de Khenchela a été marquée, jeudi, par l'engouement des visiteurs pour les stands de dépistage et prévention du diabète. Des jeunes et des moins jeunes ont passé le test de dépistage et suivi avec attention les informations données par les médecins spécialistes sur la prévention, l'hygiène de vie et le régime alimentaire à suivre à titre préventif ou en cas d'atteinte par le diabète. Mme Seghiri (65 ans) accompagnée de son fils a indiqué être venue de la commune d'Ouled Archach pour bénéficier spécialement de test après avoir ressenti de légers étourdissements insistant depuis quelques jours. Pour le directeur de wilaya de la santé, Fayçal Nemouchi, l'objectif de cette initiative est d'offrir aux citoyens la possibilité d'effectuer des diagnostics de dépistage du diabète et de suivre «des cours spontanés» sur cette maladie. Le village offre aussi aux diabétiques l'occasion de rencontrer des spécialistes en endocrinologie, psychologie et diététique et de débattre avec eux des comportements à tenir pour éviter les fluctuations à risque de glycémie et mener une vie normale avec le diabète. De son côté, le Dr Malek Lechekheb, président du bureau de wilaya de l'Association

médicale inter-wilayas initiatrice de cette manifestation de trois jours, cette activité de sensibilisation s'articule autour du diagnostic et de la prévention du diabète chez les personnes âgées de plus de 35 ans. L'initiative permet aux visiteurs d'effectuer des mesures de leur glycémie, leur tension artérielle, leur poids et leur tour de ventre et de recevoir des informations sur cette maladie, a ajouté le même praticien qui a noté que les enfants se voient offrir la possibilité de s'exprimer sur cette maladie dans une démarche de sensibilisation interactive. Un pavillon spécial encadré par des médecins et paramédicaux est réservé aux personnes chez lesquelles un taux de glycémie élevée est détecté avant leur orientation vers le foyer du diabète ouverte à la polyclinique Hamou-Bouchouareb du chef-lieu de wilaya. Un examen de la rétine est assuré aux diabétiques durant ce -village médical- dans une démarche de prévention des complications du diabète affectant l'œil, a ajouté le Dr Lechekheb. Une rencontre de formation sur la sensibilisation médicale au profit de médecins généralistes et spécialistes a été encadrée en marge de cette manifestation par des praticiens du Centre hospitalo-universitaire de Constantine à la salle des conférences de l'établissement hospitalier public Ahmed Benbella.

Batna

Le nombre de logements attribués en 2019 dépassera 7000 unités

Le nombre de logements attribués durant l'année en cours dans la wilaya de Batna, «dépassera 7000 habitats dans différentes formules», a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Au cours des derniers jours, 16 listes nominatives des bénéficiaires d'un quota de 3530 logements publics locatifs (LPL) ont été affichées dans les différentes communes de la wilaya, en sus de l'affichage de deux listes portant les noms de propriétaires d'un lot de 255 lotissements sociaux. Les clés de plus de 4380 unités d'habitat relevant de différentes formules ont été remises à leurs bénéficiaires dans la wilaya de Batna depuis janvier dernier, a-t-on fait savoir de même source. S'agissant des projets d'habitat en cours de réalisation, le chef de l'exécutif, Farid M'hamedi, avait donné des instructions fermes à l'effet d'adresser des mises en demeures et de résilier les contrats de quelques entreprises récalcitrantes. Le wali de Batna avait mis l'accent sur la nécessité de renforcer les chantiers par les moyens humains et matériels, et d'accélérer la cadence des travaux de raccordement des différents quartiers aux réseaux d'eau potable, d'assainissement, de l'électricité et du gaz naturel, en vue de livrer ces projets «avant la fin de l'année en cours», a-t-on signalé de même source.

Oum El Bouaghi

Réception début 2020 de la 1^{re} tranche de la station de traitement des eaux du barrage d'Ourkis

La 1^{re} tranche du projet de réalisation de la station de traitement des eaux du barrage d'Ourkis, situé dans la commune d'Aïn Fakroun (Oum el Bouaghi), sera réceptionnée au début de l'année 2020, a annoncé le chef de service de l'approvisionnement en eau potable auprès de la Direction des ressources en eau. Lors de sa dernière visite de travail effectuée dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, le secrétaire général (SG) du ministère des Ressources en eau, Hadj Belkateb, a instruit l'entreprise de réalisation de ce projet de livrer au début de l'année prochaine la première tranche de cette infrastructure hydrique d'une capacité de traitement de 70 000 m³ d'eau par jour, selon les détails fournis à la presse par Abdenasser Makhneche. Le SG du ministère de tutelle a également donné des instructions à l'effet d'accélérer la cadence des travaux de rénovation partielle des réseaux de distribution d'eau potable dans les grandes communes de la wilaya, à savoir Aïn Beïda, Oum El Bouaghi et Aïn M'lila, a précisé le même responsable. L'entrée en service de la 1^{re} tranche de cette station permettra d'approvisionner «quotidiennement» en eau potable les habitants de 5 grandes communes, notamment Oum El Bouaghi, Aïn Beïda, Aïn Fakroun, Aïn M'lila et Aïn Fakroun, a fait savoir la source. A signaler que la 2^e tranche de ce projet, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 50%, est susceptible de traiter une quantité de 70 000 m³ d'eau/jour.

Près-congrès de l'UGCAA de la région ouest et sud-ouest Appel aux commerçants à participer massivement à l'élection présidentielle

Le coordinateur général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Hazab Benchohra, a appelé à partir d'Oran les commerçants et artisans à participer massivement à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain.

« Il s'agit du destin de notre pays. Nous n'avons d'autres ambitions que celles de contribuer à l'effort de développement et de la stabilité de notre pays et nous appelons de pied ferme tous les adhérents de l'UGCAA à participer massivement au scrutin du 12 décembre prochain », a déclaré Hazab Benchohra en sa qualité de porte-parole officiel de l'UGCAA, qui a présidé les travaux du pré-congrès de la région ouest et sud-ouest de leur organisation syndicale, 2^e du genre après celui organisé récemment à Constantine. Dans une allocution d'ouverture de ce pré-congrès, organisé en prévision de la tenue du 6^e Congrès national prévu les 8 et 9 janvier 2020, le coordinateur général de ce syndicat a salué au passage les efforts de l'ANP pour assurer la paix, la stabilité et la sécurité du pays. Les délégués des bureaux de wilaya de l'Union générale des commerçants et

artisans algériens ont soulevé, dans leurs interventions, nombre de problèmes en lien avec leurs activités dont celui des charges sociales et fiscales. « Nous avons de lourdes charges sociales et fiscales et nous sommes en droit de demander à l'Etat de procéder à un allègement des cotisations à la Caisse d'assurance sociale des non-salariés (CASNOS) et des impôts », a souligné un délégué du bureau de la wilaya de Saïda de l'UGCAA, Mohamed Djamel Kerkou. « Nous souhaitons la représentation des commerçants au sein des commissions de recours des impôts comme auparavant », a enchaîné un représentant de la commission nationale de préparation du congrès de l'UGCAA, Kouider Dani. Plus de 180 délégués issus des 15 wilayas de l'Ouest et du Sud-Ouest du pays ont pris part à ce pré-congrès de l'UGCAA.

Lehouari K.



Oran Ouverture du 16^e congrès national de la Société de pédiatrie de l'Ouest (SPO)

La 16^e édition du congrès national de la Société de pédiatrie de l'Ouest (SPO) s'est ouverte, jeudi après-midi à Oran, en présence de 400 participants. Cette rencontre de deux jours regroupe des pédiatres, des résidents dans la spécialité, des médecins généralistes ainsi que des agents paramédicaux pour débattre des nouveautés dans le domaine et enrichir leurs connaissances, a souligné le secrétaire général de la SPO, Mahi Henni Mohamed Amine. Au programme de ce 16^e congrès national de pédiatrie, une quinzaine de conférences et une dizaine d'ateliers où seront abordés différentes thématiques, entre autres, l'épileptologie infantile, le diabète, les allergies, l'asthme, la méningite, par des spécialistes d'Algérie, de France, du Maroc et de la

Tunisie, a-t-il indiqué. Dans une déclaration en marge de l'ouverture de ce congrès, le Pr Olivier Mouterde du CHU de Rouen (France) a mis l'accent sur l'œsophagite à éosinophiles, « une nouvelle maladie chronique de l'œsophage, autrefois extrêmement rare, qui commence à se déclarer dans les pays industrialisés et risque de faire apparition dans les pays en développement ». « En 2011, j'ai pu diagnostiquer un cas en France et j'en suis à 5 annuellement », a-t-il souligné, notant que l'apparition de cette maladie chronique demeure sans explication. « L'alimentation de plus en plus industrialisée peut être un facteur, mais il est encore difficile de savoir ce qui cause la maladie », a ajouté le Dr Mouterde, pointant le doigt sur les colorants et pesticides, entre autres.

Mostaganem Production de 165 000 quintaux de pomme de terre de primeur prévue

Une production de 165 000 quintaux de pomme de terre de primeur est prévue à Mostaganem à la campagne agricole 2019-2020, a-t-on appris de la Direction des services agricoles. L'opération de plantation avec des semences locales, ciblant 560 hectares cette année, a été lancée au mois de novembre courant dans plusieurs régions de la wilaya de Mostaganem. Un rendement de plus de 290 q/ha est prévu, a indiqué la cheffe de service organisation de la production et appui

technique à la DSA, Aouicha Bouras. Cette opération, qui a touché à ce jour 39 ha de la superficie globale réservée à ce tubercule aux plaines de Achaâcha et de Hadjadj à l'est de la wilaya et à Hassi Mameche au sud-ouest, coïncide avec la campagne de cueillette de pomme de terre d'arrière-saison. Une production de 930 000 quintaux de cette variété est prévue jusqu'à fin décembre dernier, a souligné Aouicha Bouras. La récolte de pomme de terre de primeur, dont la cueillette est pré-

vue au début du mois de mars prochain, contribuera à approvisionner les marchés locaux et régionaux en ce produit de base pour stabiliser voire réduire les prix et ce produit. La wilaya de Mostaganem a enregistré une stabilité dans la production de pomme de terre primeur (160 000 q par an) et de pomme de terre d'arrière-saison (900 000 q par an). La production de la pomme de terre de saison a atteint l'année dernière 4,1 million q, a-t-on rappelé.

Tissemsilt 4 communes pilotes choisies pour concrétiser un programme d'étude de la qualité des œuvres scolaires

Quatre communes pilotes de la wilaya de Tissemsilt ont été choisies pour concrétiser le programme d'étude de la qualité des prestations fournis aux élèves des écoles primaires, a-t-on indiqué dans un communiqué de la cellule de communication des services de la wilaya. Les communes de Ammari, Lazharia, Sidi Abed et Beni Lahcen ont été choisies par une équipe du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire chargée du projet de création de l'Office national des œuvres scolaires à travers les wilayas du pays, lors d'une rencontre qui a regroupé les élus locaux, les représentants du secteur de l'éducation et des parents d'élèves, a-t-on précisé. L'étude, qui sera lancée

prochainement sous la supervision d'experts du Centre national des analyses et des études sur la population et le développement local, porte sur la concrétisation du principe d'approche participative avec l'implication de tous les intervenants au champ éducatif : les associations de parents d'élèves et autres associations opérant dans le domaine éducatif, des citoyens des communes précitées, les directions de l'administration et de l'éducation. Le projet de création de l'Office national des œuvres scolaires vise à assurer une prise en charge optimale des écoles primaires en améliorant les prestations (cantines, transport, hébergement et chauffage, ...).

Chlef Plus de 14 000 nouveaux électeurs inscrits

Lattef Mohamed, coordinateur au niveau de la délégation de la wilaya de Chlef, rattachée à l'Autorité nationale indépendante des élections, a animé, mardi, une conférence de presse où il a communiqué les activités entamées depuis le 8 octobre dernier. Il a informé que le nombre d'électeurs après la seconde révision des listes électorales, plus classique et ordinaire, a atteint 724 000 dont 14 084 nouveaux inscrits. Les électeurs auront à s'exprimer le 12 novembre prochain au niveau de 380 centres de vote. L'ensemble des dispositions ont été prises pour assurer un bon déroulement du scrutin après des réunions avec les structures concernées. D'autres dispositions ont été prises pour assurer une couverture sécuritaire et sanitaire. Tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés. Puis, il a lu la liste nominative des délégués pour chacune des 35 communes : « Deux critères ont prévalu pour le choix des délégués, à savoir compétence et intégrité. Tous sont des universitaires ». Il a assuré les représentants des médias que la délégation de la wilaya de Chlef poursuit les préparatifs en vue d'assurer une réussite au scrutin présidentiel.

Découverte d'un squelette lors de travaux de terrassement

Des ossements d'un squelette ont été découverts, en début de semaine, par un habitant de la commune de Tadjena (Chlef), durant le creusage de fondations pour construire sa maison, a indiqué, un communiqué rendu public par la cellule de communication de la Gendarmerie de la wilaya. Selon le document, des éléments de la Gendarmerie de Tadjena, ont effectué une intervention, suite au signalement de la découverte d'ossements d'un squelette durant le creusage de fondations pour la construction d'une maison, au lieu dit Bokaât Tafrente de la commune de Tadjena, pour faire le constat de la situation et procéder aux mesures nécessitées en pareils cas, est-il indiqué. Selon les premières estimations révélées dans le même communiqué, il s'agit d'ossements humains datant d'une période ancienne. Une enquête a été ouverte, à ce propos, sur instruction du procureur de la République près le tribunal de Ténès, est-il signalé, par ailleurs. Les ossements ont été transférés vers l'Institut national de la criminologie et de la criminalistique (INCC) de la Gendarmerie de Bouchaoui (Alger), en vue de déterminer l'âge et le sexe du squelette, notamment s'il remonte à l'époque coloniale, ou s'il date d'une époque plus récente, est-il souligné dans le même document.

Tindouf

Rabehi inaugure un centre de la télévision algérienne

Un Centre de l'entreprise nationale de la télévision algérienne a été inauguré jeudi à Tindouf par le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, et ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabehi.

L'inauguration de ce nouvel organe audiovisuel, qui vient renforcer le paysage médiatique national, coïncide avec la manifestation économique-commerciale internationale «Mouggar» qu'accueille actuellement Tindouf, et traduit la place de l'Algérie dans la région, a indiqué le ministre à cette occasion. «La participation d'un bon nombre de pays du voisinage à cet événement économique-commerciale, reflète l'engagement de l'Algérie à la consolidation des liens de coopération, de solidarité et de bon voisinage dans la région», a souligné Rabehi, ajoutant que l'Etat a donné, à travers l'événement du Mouggar, un signal sincère de l'intérêt qu'il attache aux rapports avec son voisinage et de son souci de doter la région de l'ensemble des conditions d'une vie décente. La participation de nombreux opérateurs de ces pays voisins aux côtés de leurs homologues algériens à cette manifestation, qui raffermira la solidarité avec ces pays, est de nature à réunir les conditions de stabilité et de développement dans la région, a-t-il poursuivi. Mettant en exergue son rôle attendu pour la valorisation et la promotion des potentialités de cette région frontalière, Rabehi a indiqué que le centre de la télévision de Tindouf est confié à des jeunes de la région qui ont reçu préalablement une formation au niveau des stations de la télévision algérienne. Ceci, en plus de l'impact positif qu'il ne manquera pas de susciter sur l'impulsion de la dynamique de développement dans la wilaya de Tindouf qui renferme d'importants atouts, a estimé le membre du gouvernement, rappelant que les programmes arrêtés par les pouvoirs publics reflètent la détermination à accompagner le développement de cette wilaya et sa prospérité. Le nouveau centre de la télévision algérienne à Tindouf est constitué de trois

aires (rédaction, montage et administration), selon la présentation fournie à la délégation ministérielle. Poursuivant sa visite, le ministre s'est rendu au siège de la radio locale, où il a insisté sur le rôle important attendu des médias nationaux dans l'accompagnement du processus électoral que connaît le pays. Rabehi s'est enquis des différentes activités de cette radio et a écouté un exposé sur le projet de réalisation d'un nouveau siège pour lequel a été mobilisé un financement de 100 millions de dinars. Le projet en question, qui couvre une superficie de 4600 m², dont 1390 m² bâtis, est composé de trois studios (production, diffusion, et réserve), en plus d'une aile de rédaction et d'une autre pour l'administration, selon sa fiche technique.

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, et ministre de la Culture par intérim poursuit sa visite de travail dans la wilaya par l'inspection d'autres structures relevant des secteurs de la Communication et de la Culture.

Les zones d'ombre éliminées dans les huit prochains mois

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, et ministre de la Culture par intérim, Hassen Rabehi, a annoncé lors de l'inspection du siège local de l'entreprise de télédiffusion algérienne (TDA) que toutes les zones d'ombre de la diffusion télévisuelle et radiophonique seront éliminées au cours des huit prochains mois dans la région de Tindouf et les localités enclavées, grâce aux nouvelles installations en cours de réalisation. Mettant en avant la mission dévolue à TDA, Rabehi a indiqué que «la gestion de telles entreprises avec des techniques de pointe, y compris l'entretien,



est assurée par des cadres et compétences nationaux, notamment de la région». Les explications fournies au ministre font état de la mise en service prochaine de quatre stations de TDA dans la région, qui seront suivies de quatre autres installations du type à moyen terme. Le ministre a visité, par ailleurs, le musée du Moudjahid Ahmed Mahsas à Tindouf, et s'est enquis des activités de l'Office national du parc culturel de Tindouf, créée le 29 novembre 2009 et couvrant une superficie de 168 000 km². Le membre du gouvernement a pris connaissance des contraintes rencontrées par le Parc, dont les rudes accès et l'étendue du territoire de la région, rendant difficiles les opérations de contrôle et de surveillance. Après avoir suivi un exposé sur les spécificités culturelles et les atouts naturels de la wilaya, dont l'arganier, répandu dans la

région, Rabehi a mis l'accent sur la préservation du patrimoine matériel et immatériel de la région, avant d'exprimer son «entière confiance» en la détermination des cadres nationaux et spécialistes à concrétiser cet objectif. Le ministre a visité, au terme de la première journée de visite dans la wilaya, il a visité des structures culturelles et patrimoniales, dont Douiret Ahl-Laabed et la mosquée antique, qui, a-t-il dit, représentent «des repères historiques de la région, qu'il appartient de préserver, à travers des actions de restauration et d'entretien». Il a annoncé, à cette occasion, le déplacement, dans les semaines à venir, d'une équipe de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels et sauvegardés, pour établir une évaluation de la situation de ces monuments.

Kadiro Frih

Ghardaïa

Plus de 1970 victimes de piqûres de scorpion et 2 décès en 9 mois

Au total, 1974 personnes ont été victimes de piqûres de scorpion, dont deux décès (nourrissons), de janvier à fin septembre 2019 dans la wilaya de Ghardaïa, a annoncé la Direction de la santé et de la population (DSP). Les deux cas de décès ont été recensés dans la commune de Ghardaïa, où les victimes ont été piquées accidentellement à l'insu de leurs parents et n'ont pas été conduites vers un centre de santé à temps, a-t-on précisé. La commune d'El Guerrara détient le triste record des piqûres de scorpion avec 598 cas, suivie des communes de Ghardaïa (525) et Métlili (477), révèlent les statistiques de la DSP. Le nombre de piqûres de scorpion et l'inoculation accidentelle de leur venin augmente en période estivale, a

souligné le DSP, Ameer Benaïssa, attribuant cette situation au climat aride et à l'insalubrité publique et la dégradation de l'environnement. Les piqûres de scorpion continuent d'être un véritable problème de santé publique dans la wilaya de Ghardaïa, malgré la large densité de la couverture sanitaire de proximité répondant aux exigences de cas d'envenimation avec la disponibilité d'antidote (sérum) dans les différentes localités de la wilaya, a fait savoir le DSP. Pour de nombreux praticiens de la wilaya, l'insalubrité publique, l'insuffisance de l'éclairage publique et le manque d'éducation sanitaire, sont les principaux facteurs favorisant la prolifération de ces insectes venimeux dans les zones urbanisées et d'ha-

bitation. Des responsables de bureaux d'hygiène des collectivités locales suggèrent, de leur côté, la mobilisation de fonds pour le ramassage et la collecte de scorpions durant la période de vacances, en associant les jeunes afin de réduire la population de cet insecte dangereux et permettre à l'Institut Pasteur Algérie de fabriquer le sérum anti-scorpion. Seule l'hygiène du milieu environnemental et les actions d'éducation et de prévention, pour lutter contre ce fléau qui requiert une collaboration multisectorielle, peuvent réduire sensiblement le fléau, a précisé le DSP.

Hadj M.

Tamanrasset

Une campagne médicale militaire au profit des populations des zones enclavées de Silet

Des consultations médicales ont été entamées jeudi par des commissions médicales relevant de la 6^e Région militaire de Tamanrasset au profit des populations des zones enclavées de la daïra de Silet (140 km au nord-ouest de Tamanrasset).

Retenue au titre des missions médicales militaires périodiques, cette initiative, menée avec le concours d'autres secteurs, vise à améliorer la prise en charge médicale des citoyens des régions éloignées, en mettant à leur disposi-

tion le matériel médical et les produits médicaux et pharmaceutiques nécessaires à une bonne prise en charge. Le wali de Tamanrasset, Djilali Doumi, a souligné, lors du départ de la caravane médicale à partir du siège de la wilaya, que cette campagne contribuera à fournir des prestations médicales en se rapprochant au plus près des populations des zones enclavées, avant de faire l'annonce d'une caravane similaire qui ciblera d'autres régions enclavées. Le lieutenant Aboubakr Barnous, un des offi-

ciers en charge de cette opération, a affirmé que «cette initiative médicale est de nature à raffermir les relations Armée-Nation et permettre de s'enquérir de près de l'état de santé des populations dans les hameaux et localités éloignées et de les prendre en charge médicalement». La campagne prévoit, outre les consultations, des opérations de vaccination pour enfants et femmes enceintes pour les prémunir de certaines pathologies, ont indiqué les organisateurs.

Tesla dévoile enfin son très mystérieux Cybertruck



Tesla avait teasé depuis longtemps maintenant l'arrivée prochaine d'un véhicule tout à fait différent, un pickup résolument futuriste. L'engin est aujourd'hui officialisé :

voici tout ce qu'il faut savoir de ce très étonnant Tesla Cybertruck. Avec un trimestre financier très solide et de nouvelles usines de production qui arrivent, Tesla se porte très

bien. L'entreprise profite de sa bonne forme du moment en ouvrant les portes de son studio de design à Hawthorne, en Californie, pour y inviter la presse spécialisée et quelques fans pour la présentation officielle de son tout dernier produit en date, le très attendu Cybertruck. Tesla dévoile son Cybertruck, un véhicule absolument pas comme les autres. Elon Musk est rapidement entré sur scène pour rappeler le grand projet de l'entreprise, rendre le monde plus «vert». Et les véhicules électriques sont une solution parfaite pour y parvenir. Cela n'empêche pas de profiter d'une protection à toute épreuve. Le Cybertruck peut ainsi résister à un marteau et même jusqu'à des coups de feu. Cela dit, sur scène, le PDG a lancé un objet bien lourd sur l'une des vitres, en Tesla Armor Glass, et celle-ci a cassé. L'objet «n'a pas traversé» comme l'a précisé Elon Musk durant son intervention mais pour la démonstration de robustesse, on repassera. Un petit couac qui n'a pas entaché les impressionnantes caractéristiques de l'engin. Le Tesla Cybertruck est capable d'avalier le 0 à 60 miles par heure (96,56 km/h) en 2,9 secondes. Pas mal pour un véhicule qui peut tirer jusqu'à 6,3 tonnes. Selon la configuration choisie, l'autonomie pourra être de 400, 480 ou 560 km sur une seule charge, charge qui pourra s'effectuer à 250 kW via les Superchargers. Le design, quant à lui,

vous pouvez le voir dans la photo ci-dessus et la vidéo ci-dessous, n'a rien de traditionnel. Nul doute qu'il ne plaira pas à tout le monde, encore moins aux amateurs de pick-up «classique». Ceux qui veulent participer à réduire leur empreinte carbone par contre, seront ravis. Côté tarif, il faudra compter 39 900\$, minimum. Les réservations sont déjà ouvertes, et s'opèrent avec un dépôt de 100\$ seulement. Ce modèle d'entrée de gamme est à propulsion arrière, avec un unique moteur et une autonomie de 400 km. Pour une transmission intégrale et un double moteur, il faudra ajouter 10.000\$. Et encore 10.000\$ pour le tri-moteur, version la plus puissante avec l'autonomie la plus élevée. Pour un peu moins de 70.000\$. Pour les fonctionnalités de conduite autonome, il faut évidemment rajouter à la facture finale, 7.000\$. La production de ce Tesla Cybertruck ne devrait pas démarrer avant «fin 2021». La version à trois moteurs, quant à elle, attendra 2022. Pour ajouter un peu de wahou à sa présentation, Elon Musk a dévoilé un autre véhicule impressionnant, un quad répondant parfaitement au design ultra-futuriste du Cybertruck. Nul ne sait s'il sera proposé comme option mais il est possible de le faire rentrer à l'arrière du pick-up. La foule était en délire au moment de son arrivée sur scène.

Microsoft teste l'intégration de Gmail dans Outlook

Les adresses mail sont aujourd'hui légion. Vous en avez peut-être vous-même plus d'une. Les gérer au quotidien peut être délicat. À moins de pouvoir toutes les regrouper dans une seule et même interface. Microsoft Outlook teste actuellement l'intégration de Gmail. Aujourd'hui, il n'est pas rare d'avoir plusieurs adresses email. Une pour le travail, une personnelle, une pour les publicités, etc. Il est aussi tout à fait possible que ces différents comptes n'utilisent pas les mêmes fournisseurs. Votre adresse personnelle est peut-être sur Gmail tandis que celle de votre travail utilise un serveur de mail privé. On se retrouve

donc à devoir consulter plusieurs boîtes, via des accès différents. Cela peut vite devenir long et fastidieux. À moins de pouvoir les regrouper. Si vous cherchez un moyen de centraliser tout cela, vous seriez peut-être intéressé(e) d'apprendre que Microsoft teste actuellement l'intégration de Gmail dans son client mail Outlook. La fonctionnalité a été découverte par Florion B qui a partagé une capture d'écran via son compte Twitter. L'on y voit la possibilité d'ajouter un compte Gmail à la plate-forme. Cela signifie que vous pourriez n'avoir à utiliser que Outlook pour consulter vos emails d'Outlook et de Gmail. Plus besoin de jongler entre

différentes applications et fenêtres. Extrêmement pratique, pour celles et ceux qui utilisent davantage Outlook que Gmail, cela va sans dire. Cela étant dit, il ne s'agit là que d'un test. Tout le monde n'a pas accès à la fonctionnalité. Certains utilisateurs affirment ne pas pouvoir ajouter de compte Gmail pour le moment. Difficile de savoir précisément s'il ne s'agit que d'un test à une échelle restreinte ou si le déploiement de la fonctionnalité se fait par palier. Si vous ne voyez pas cette nouvelle option, encore un peu de patience. Peut-être arrivera-t-elle dans les prochains jours.



Snapchat présente une lens pour vieillir ou rajeunir à volonté



Le réseau social au logo jaune vient de dévoiler une nouvelle lens capable de vieillir artificiellement son utilisateur à la manière de FaceApp. Après le succès de l'application FaceApp, qui proposait de vieillir une photo en quelques secondes, et qui a rapidement connu un succès viral sur les réseaux sociaux, c'est au tour de Snapchat de se

lancer le voyage dans le temps (artificiel). La plateforme a en effet présenté il y a quelques heures sa nouvelle lens baptisée Time machine, et capable de rajeunir ou de vieillir son utilisateur en direct. Disponible dès à présent sur iOS et Android (attention à bien s'assurer que l'application est à jour), la fonctionnalité est accessible depuis

l'interface de l'application, et fonctionne à la fois en mode selfie, mais aussi grâce à l'appareil photo arrière. Une fois sa cible identifiée, il suffit ensuite de balayer l'écran vers la gauche pour remonter le temps et la rajeunir, ou au contraire de simuler le temps qui passe en balayant à droite. Même si Instagram semble prendre de plus en plus de

place dans les habitudes de navigation des internautes, Snapchat continue malgré tout de rester à flot, et propose régulièrement du nouveau contenu destiné à ses utilisateurs. Il y a quelques semaines, la plateforme au fantôme proposait déjà à ses abonnés iOS de dessiner en 3D et en réalité augmentée grâce à leur appareil photo. Des innovations qui visent à garder le service attractif face au géant Facebook et notamment à Instagram. Il y a quelques mois, Snapchat dénonçait des tentatives d'intimidation anticoncurrentielles de la part du réseau social spécialisé dans le partage de photos et de contenus multimédias. Selon Snapchat, ce dernier aurait tendance à brider les hashtags et les publications en rapport avec sa propre plateforme. Une affaire qui est actuellement en passe de connaître un dénouement judiciaire.

Sonos rachète une startup spécialisée dans les assistants numériques vocaux

Les assistants numériques vocaux sont aujourd'hui bien implantés dans nos vies. Et il en existe un certain nombre à l'heure actuelle. Les différents acteurs du secteur travaillent jour après jour à les perfectionner, et parfois, certains ajoutent de nouveaux joueurs.

Il existe aujourd'hui un certain nombre d'assistants numériques vocaux sur le marché : Siri, Google Assistant, Alexa, Cortana ou Bixby, pour ne citer qu'eux. Selon un récent rapport de Variety, l'entreprise américaine de systèmes hifi sans fil serait très intéressée par cette possibilité. La société vient en effet de racheter une startup spécialisée dans ce domaine, Snips, pour la jolie somme de 37,5 millions de dollars. Cela dit, nul ne sait vraiment, à l'heure actuelle, ce que Sonos a prévu de faire avec cette nouvelle acquisition. Il semblerait en tout cas qu'il ne soit pas question de concevoir un nouveau concurrent aux assistants numériques. Selon les propres mots du PDG de Sonos, Patrick Spence, «nous ne sommes pas en train de construire un assistant à qui l'on peut demander n'importe quoi. C'est une option que nous voulons proposer à nos clients. La liberté de choix occupe une grande place dans notre message». Plutôt donc de proposer un assistant capable de tout faire comme Amazon Alexa ou Google Assistant, il serait ici question de mettre sur pied un assistant dédié à la musique. Mais l'on ne sait pas précisément comment cela pourrait se traduire dans la pratique. Cependant, si Snips peut avoir un avantage sur la concurrence, c'est que le traitement sera fait en local sur l'appareil. De quoi rendre les opérations plus privées mais aussi potentiellement plus rapides. Nous ne serions donc pas surpris de voir une future mise à jour Sonos apporter ce nouvel assistant vocal. Pour l'heure, les appareils de la marque sont déjà compatibles avec Google Assistant et Alexa.



Crise cardiaque : les femmes ont deux fois plus de risques d'y succomber



Les femmes risquent plus de mourir lorsqu'elles ont été admises à l'hôpital suite à une crise cardiaque que les hommes et la raison n'est pas physiologique. Selon une étude menée par l'université de Leeds, 8200 femmes en Angleterre et au Pays de Galles avaient le potentiel suffisant pour survivre à leur crise cardiaque, mais elles n'ont pas été soignées de la même façon que les hommes. Et pire, les chercheurs estiment que le chiffre est en réalité plus élevé car toutes les admissions n'ont pas été rapportées au cours des 10 années durant lesquelles a duré l'étude. En utilisant les données anonymes des archives nationales britanniques sur les crises cardiaques, le Myocardial Ischaemia National Audit Project (MINAP), les scientifiques ont analysé les traitements et les résultats de plus de 700 000 personnes hospitalisées pour une crise cardiaque entre 2003 et 2013. Les femmes étaient en moyenne plus âgées lorsqu'elles étaient hospitalisées et plus sujettes à avoir développé d'autres maladies, telles que des diabètes et des problèmes de tension. Cependant, même en ajustant leurs âges et leurs conditions médicales, les femmes étaient deux fois plus nombreuses à mourir dans les 30 jours après leur hospitalisation suite à une crise cardiaque que les hommes – 5,2% comparé à

2,3%. Pour les chercheurs, la cause est le manque de soins appropriés accordés aux femmes, la crise cardiaque étant essentiellement perçue comme «un problème de santé masculin». Par exemple, les femmes souffrant d'un infarctus du myocarde sans hausse du ST (un type de crise cardiaque où l'artère coronarienne est partiellement bloquée) seraient 34% moins nombreuses que les hommes à recevoir une angiographie coronarienne (qui révèle les artères bloquées par l'imagerie) dans les 72 heures suivant leur traitement. Elles sont aussi 2,7% de moins que les hommes à qui on prescrit des statines et 7,4% moins nombreuses que les hommes à se voir prescrire des bêta-bloquants en sortant de l'hôpital, alors qu'ils permettent de diminuer le risque de récurrence de crise cardiaque. «Nous devons éradiquer cette fausse conception que les crises cardiaques sont uniquement un problème d'homme. A cause de cela, les femmes reçoivent des soins inappropriés – à la fois sur le moment et après la crise cardiaque – et cela a des conséquences funestes», a déclaré le Pr Nilesh Samani, le directeur médical de la British Heart Foundation – qui a en partie financé cette étude.

L'addiction aux écrans, fléau pour les jeunes au même titre que le tabac

Les enfants passent environ cinq heures par jour devant un écran. Les spécialistes sont unanimes à propos des risques médicaux, le seul qui soit particulièrement problématique est le sommeil. Les écrans proches comme les tablettes et les smartphones coupent en partie les hormones de sommeil pour stimuler l'éveil via la lumière bleue. Les autres effets sont liés à une mauvaise utilisation de ces écrans. En ce qui concerne le développement de l'enfant, c'est totalement différent. Avant l'âge de 3 ans, les plus petits sont incapables de comprendre le contenu d'un dessin animé. Ils regardent quelque chose qui va les impressionner, les éveiller, mais devant une image qui change toutes les 4 secondes, ils n'ont pas le temps de comprendre vraiment, ils sont dans le flou. Non seulement c'est inutile pour les enfants mais en plus cela les excite et les perturbe, ils n'en tirent aucun bénéfice. Ces dessins animés sont regardés aux dépens des relations humaines qui, elles, sont positives pour la construction de l'enfant. Les différences entre un jeu sur tablette et un jeu dans la vraie vie sont importantes. Dans la réalité, un jeu de cube nécessite l'utilisation de différents mouvements plus ou moins rapides ainsi que la vision, le toucher, le sens de l'espace (et même souvent le goût). Sur une tablette, un jeu de cube ne va éveiller que la vision et un ou deux doigts. Pour qu'un enfant réussisse à acquérir un langage, il faut qu'il discute, qu'il échange. De même, pour l'apprentissage d'une langue étrangère, il est impossible qu'un enfant apprenne à parler en regardant un DVD sans avoir de relation avec autrui. Tout le temps qu'il

seul devant un écran est une perte de temps pour le développement de son cerveau. Avant l'âge de 3 ans, l'enfant n'a aucunement besoin de se trouver devant un écran. Toutefois, dans le cadre d'une visioconférence avec un membre de la famille, il y a un échange et ce n'est donc pas à proscrire. Le développement pour un enfant est fait de connections, l'affectif est en fait beaucoup plus important que ce que nous pouvons imaginer. Tout ce qui entraîne des relations sera beaucoup plus riche qu'une interaction avec un écran. Les échanges humains sont beaucoup plus riches que l'inactivité pendant plusieurs heures devant une télévision. L'association de pédiatrie américaine préconise une absence de contact avec les écrans avant 2 ans, une restriction à une heure d'écran par jour de 2 à 5 ans et de deux heures par jour de 5 à 18 ans.

Les spécialistes sont unanimes sur ce point également, en effet, comptabiliser le nombre d'heures passées devant un écran n'est pas logique. Si pendant plusieurs heures l'enfant découvre un jeu sur un écran accompagné de ses parents avec une réelle interaction, alors compter les heures est assez arbitraire. Il n'y a à ce jour aucune étude qui prouve la différence entre une, deux ou trois heures devant un écran. Il faut expliquer aux parents que pour le bon développement de leurs enfants, il faut des périodes hors écrans, des périodes de jeux, etc. C'est aux parents d'organiser leurs règles en y incluant le jeu, la lecture... Ce qu'il faut réellement, c'est moins d'écran pour les petits et un réel accompagnement pour les plus



grands. Il faut par la suite leur apprendre les dangers d'Internet et enfin après 12 ans qu'ils éteignent le Wifi la nuit. Ce sont des conseils simples, mais nécessaires. C'est l'accompagnement qui est prioritaire dans l'approche aux écrans, si nous laissons nos enfants seuls devant alors nous les mettons en difficultés. Il existe une fracture numérique au niveau parental et non au niveau matériel.

Les tâches domestiques considérées comme des activités physiques par des chercheurs



Finis, les abonnements dispendieux aux salles de fitness : des chercheurs américains ont prouvé que l'accomplissement de simples tâches ménagères était suffisant pour se garder en santé et vivre plus longtemps. Une

activité physique légère, incluant l'accomplissement de tâches ménagères telles que le lavage de la vaisselle, aurait une influence positive sur la durée de vie, affirment des médecins américains dans une

recherche publiée par le Journal of the American Geriatrics Society. 6000 femmes âgées de 65 à 99 ans ont participé à une étude au cours de laquelle les scientifiques ont contrôlé pendant une semaine leur activité physique à l'aide de moniteurs d'activité physique, pour ensuite effectuer un suivi de la santé de ces femmes pendant trois années. Selon les données obtenues, le taux de mortalité parmi les femmes qui menaient un mode de vie sédentaire est 12% plus élevé que chez celles qui consacraient au moins une demi-heure par jour à l'activité physique. Un entraînement d'une heure par jour réduirait par ailleurs de 39% les risques de mortalité. Les chercheurs précisent que les tâches domestiques telles que le ménage ou le lavage de la vaisselle, ainsi que les promenades au grand air, peuvent être considérées comme des activités physiques. «Depuis longtemps, ces activités ont été considérées insuffisantes pour être en bonne santé. Maintenant nous avons la preuve que même des activités légères peuvent réduire les risques de mourir dans les trois à quatre années suivantes», a déclaré Andréa Lacroix, spécialiste principale de la recherche.

Les effets bénéfiques de l'ail pour la santé expliqués par de récentes études

De récentes études ont confirmé que les personnes qui consomment de l'ail sont mieux protégées contre les microbes que celles qui ne l'aiment pas à cause de sa forte odeur. Il y a quelques années, des chercheurs de l'Université de Copenhague avaient découvert que l'ail inhibait la croissance de colonies bactériennes. Cette qualité était alors expliquée par la présence dans l'ail d'un composé organo-sulfuré, l'ajoène. De nouvelles études, dont les résultats sont publiés par le journal *Nature*, ont mis en évidence le mécanisme de son action. Des expériences menées sur des bactéries *Staphylococcus aureus* (ou staphylocoque doré) et *Pseudomonas aeruginosa* (bacille du pus bleu) ont montré que l'ajoène bloquait la communication des bactéries entre elles, car cette substance contenue dans l'ail réduit l'activité de molécules à l'aide desquelles les microbes s'échangent des messages. La pathogénicité des bactéries dépend en grande partie de leur pouvoir à se mettre d'accord sur des actions conjointes. Si elles ne peuvent plus communiquer entre elles, leur reproduction ralentit. Les résultats obtenus sont d'autant plus curieux que le staphylocoque doré et le bacille du pus bleu, bien qu'ils soient très différents et combattus par des méthodes diverses, sont tous les deux sensibles à l'ajoène.

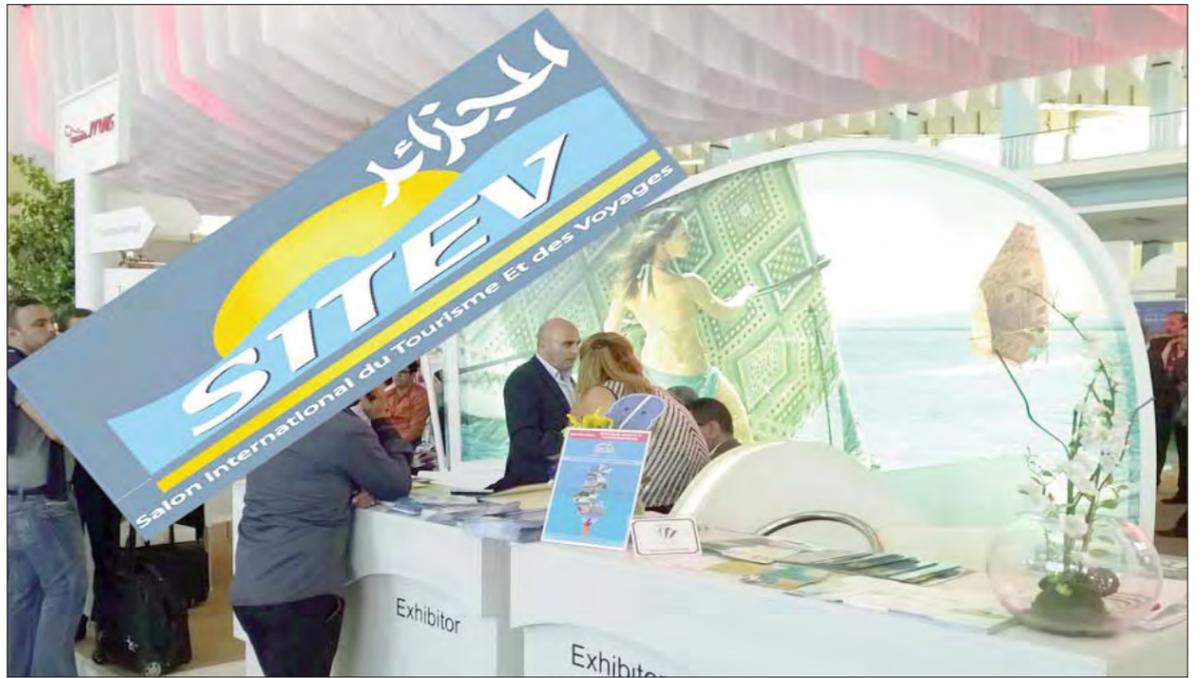


Tourisme

Coup d'envoi demain de la 20^e édition du SITEV

Le Palais de la culture Moufidi-Zakaria (Alger), abritera à partir de demain et ce, jusqu'au 26 novembre, la 20^e édition du Salon international du tourisme et de voyages (SITEV 2019) sous le slogan «Algérie... émerveillez vos sens», une manifestation qui verra la participation de tous les opérateurs et partenaires du secteur du Tourisme et de l'Artisanat et nombre de pays étrangers, a indiqué un communiqué du ministère.

Organisée par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, sous le haut patronage du chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, la 20^e édition du SITEV connaîtra la participation de «l'ensemble des acteurs et partenaires dans le secteur du tourisme et de l'artisanat, parmi lesquels, des entreprises sous la tutelle du ministère, ainsi que des agences de voyages, des opérateurs touristiques, des établissements hôteliers publics et privés, des artisans, des banques, des compagnies d'assurances et des transports, outre les propriétaires de start-up intéressés par ce domaine, les influenceurs et nombre de pays étrangers, a précisé le communiqué. Plusieurs conférences animées par des experts internationaux en la matière seront organisées en marge de cette manifestation qui verra également l'aménagement d'espaces consacrés à la présentation de différents produits d'artisanat ayant reçu le prix du meilleur produit pour cette année, a indiqué la même source, ajoutant que des spécialistes dans les divers domaines d'artisanat animeront des ateliers à cette occasion. «Cette édition sera marquée par une participation de qualité des start-up et les influenceurs en termes de tourisme en leur consacrant plusieurs espaces, ce qui illustre le vif intérêt accordé par l'Etat algérien aux jeunes, tout en leur apportant l'appui et l'accompagnement nécessaires pour la réalisation de leurs projets», a poursuivi la même source. Le SITEV «revêt une importance aussi particulière, en ce qu'il constitue l'occasion pour les opérateurs locaux et étrangers de partager leurs expériences et expertises dans le domaine du tourisme et de bénéficier de cet espace de communication en vue d'échanger les vues et d'établir des relations commerciales à même de donner un élan fort à la promotion de la destination Algérie qui recèle des potentia-



lités touristiques exceptionnelles et exclusives», a affirmé la même source. L'organisation du 20^e SITEV coïncide cette année avec l'obtention par l'Algérie d'un poste à la Commission du tourisme et du développement durable, lors des travaux de la 23^e session de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), tenus en septembre dernier à Saint-Petersbourg (Russie),

ainsi qu'au Conseil exécutif de la même organisation, une réalisation, ajoute le communiqué, qui est à même de «concrétiser le rôle majeur que joue l'Algérie sur les plans continental et international dans le développement de l'industrie touristique conformément aux principes du développement durable».

Benadel M.

Phase finale du concours «Hult prize» Trois projets d'étudiants de Tlemcen choisis

Trois projets d'étudiants de l'université Aboubekr-Belkaid, de Tlemcen, dans le domaine de la protection de l'environnement ont été choisis à la phase finale du 2^e concours international «Hult Prize» organisé jeudi soir à Tlemcen. Ces projets sont ceux de fabrication d'une batterie rechargeable par les résidus du café, d'appareil d'alerte en cas d'incendie de forêt et de cahiers électroniques en vue de réduire l'utilisation du papier. La phase finale du concours a vu la participation de 13 équipes d'étudiants de l'université de Tlemcen dont les projets ont été évalués par un jury composé d'universitaires et de spécialistes en environnement, communication et finances. Les étudiants porteurs des trois projets retenus devront participer à d'autres qualifications prévues en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis d'Amérique (USA), a fait savoir la coordinatrice de ce concours à l'université Aboubekr-Belkaid, de Tlemcen, Saïdi Nardjes. Le concours international «Hult Prize» se tient dans 1500 universités à travers le monde avec la participation d'étudiants en entrepreneuriat pour les inciter à innover et créer des projets devant servir la société.

Décès

Le chanteur chaâbi Cheikh Liamine nous quitte

Le chanteur chaâbi Cheikh Eliamine est décédé jeudi à Alger, à l'âge de 72 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches. Né à El Harrach en 1947, Liamine Haimoune de son vrai nom, s'intéressait dès son jeune âge aux rythmes andalous et chaâbis, attirant vite l'attention de Cheikh Mahmoud et Cheikh Abdelkader Ouchalla, deux anciens maîtres du genre, aujourd'hui décédés. Durant son long parcours artistique entamé durant les années 1960, Cheikh Liamine s'était frotté à de grands noms de la musique chaâbie, à l'instar de Baba Dahmane et le Cardinal El Hadj M'Hamed El Anka qui l'intégra dans ses classes en 1966. Le défunt avait rejoint ensuite l'orchestre d'Amar El Achab, qu'il dirigera en 1975, après le départ du maître en France. D'autres rencontres avec, notamment, Mustapha Boutriche, Arezki Berkaoui, Rabah Kaouane et Mohand Rachid qui confia au défunt plusieurs qçid inédits de l'époque, apporteront beaucoup à Cheikh Liamine, faisant de lui une des références sûres de la chanson chaâbie. Au début des années 2010, le défunt avait pris part à l'aventure de l'Orchestre El Guosto, avec notamment El Hadi El Anka, Abdelmadjid Meskoud, Abdelkader Chercham, Robert Castel et d'autres. L'enterrement du défunt a eu lieu vendredi après-midi au cimetière d'El Alia, à Alger.

Peinture

Inauguration à Alger de l'exposition «Goya physionomiste»

Une exposition des dessins et de reproductions des œuvres physionomiste du célèbre peintre espagnol Francisco José de Goya, dédiée exclusivement à ses différentes représentations du visage humain, (1746-1828) a été inaugurée, jeudi soir, au Musée des Beaux-arts à Alger. Organisée par l'Institut culturel Cervantès, cette exposition comporte une trentaine d'estampes originales, des dessin en petits formats, réalisées par Goya et qui représentent l'évolution de la physionomie dans son travail. A partir des estampes originales de Goya, l'équipe de cette exposition a réalisé de grands formats scannés et réimprimé en effectuant des cadrages serrés sur les visages dessinés par l'artiste dans ces différentes oeuvres. L'exposition intitulée «Goya physionomiste», qui se tient au salon carré du musée des Beaux-arts, vidé pour l'occasion, comporte trois importants types physiognomie, animale, pathologique et dégradée, issues de recueils de gravures comme *Les désastres de la guerre* (réalisé entre 1810 et 1815) ou *Los Caprichos* (les

caprices) réalisé entre 1796 et 1799. Une première collection est dédiée aux estampes de physiognomie animale consistant à attribuer un comportement animal dominant à l'homme à travers un visage semblable à la tête de cette animal généralement inspiré par un trait de caractère ou un comportement.

Une deuxième collection porte les signes d'un travail de recherche très profond, physiognomie pathologique, qui consiste quant à elle à montrer et accentuer certaines expressions du visage qui ont pour origine des pathologies mentales. Les traits des visages peints par Goya montre l'agressivité, le déséquilibre, le désarroi ou encore le délire de ces modèles. Une dernière collection est dédiée à la physiognomie dégradée qui s'apparente à une forme de caricature. Ces trois formes de dessin physionomistes ont été développés plus tard par des artistes peintres et des photographes. Inaugurée jeudi, l'exposition «Goya physionomiste» est ouverte au public jusqu'au 15 décembre prochain.

41^e Festival international du cinéma du Caire Deux films algériens en compétition

Deux longs métrages algériens *ParKours* de Fatima Zohra Zamoum et *Abou Leïla* d'Amine Sidi Boumediene sont en lice à la 41^e édition du Festival international du cinéma du Caire (Cairo International film festival -CIFF-) dont les festivités ont débuté mercredi soir, a indiqué la presse égyptienne. Coproduction algéro-française, le long métrage de fiction *ParKours*, réalisé en 2019, entre donc dans la compétition «perspectives du cinéma arabe», à côté de 11 autres films, tels que *Bik Eneich* de Mahdi Barsaoui (de Tunisie), ou encore *Khartoum Offside* de Marwa Zein (Soudan). Tout commence dans une salle de fêtes, lieu principal du déroulement de ce film de 90 mn, où se rencontrent des profils distincts qui feront les acteurs de cette comédie dramatique. Réalisé aussi en 2019, *Abou Leïla* entre en compétition, parmi les sept

films sélectionnés pour remporter le prix «Semaine des critiques», à l'instar du long métrage espagnol *A job and a film* (Un trabajo y una película), ou *Cendre noire* (Ceniza negra) de Sofia Quiros. Coproduction algéro-franco-qatarie de 140 mn, *Abou Leïla* revient sur les événements tragiques des années 1990, à travers l'histoire de deux jeunes qui traquent dans le désert algérien Abou Leïla, un dangereux terroriste. Une sélection de longs métrages comptant 150 films de 63 pays, dont le Mexique, invité d'honneur, est ouverte à la compétition de cette 41^e édition du CIFF. Créé en 1976, le festival international du cinéma du Caire est considéré comme un des plus anciens festivals dédiés au septième art dont le but de construire les ponts de communication à travers le cinéma, selon les organisateurs.



44^e Eucoco - Sahara occidental

«Toutes les options seront examinées lors du Congrès du Polisario, y compris la lutte armée»

Le Premier ministre sahraoui, Mohamed Louali Akeik, a souligné, vendredi, à Vitoria-Gasteiz (Pays Basque), que «toutes les options concernant la poursuite de la lutte du peuple sahraoui seront examinées lors du Congrès du Front Polisario, prévu en décembre prochain, y compris la lutte armée».

Le Premier ministre sahraoui, a soutenu, lors d'une conférence de presse tenue avant l'ouverture des travaux de la 44^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), que les 2000 congressistes vont discuter, du 19 au 22 décembre prochain, et aborder toutes les démarches afin d'élaborer une réponse adéquate à ce blocage du processus de paix de l'ONU. «Toutes les options seront examinées, y compris la lutte armée», a déclaré Akeik, indiquant que «le blocage du processus de paix onusien est le résultat de l'intransigeance marocaine soutenue par la France et l'Espagne, au Conseil de sécurité de l'ONU». Le responsable sahraoui est revenu sur la récente résolution 2494 (2019) de l'ONU qui a prorogé d'une année le mandat de la mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), soulignant que la poursuite de la situation actuelle est inacceptable, et que le Front Polisario va prendre des mesures décisives pour protéger le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

La résolution, présentée par les Etats-Unis, appelle les parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, à reprendre les négociations sous les auspices de l'ONU et sans pré-conditions, en vue de parvenir à une solution garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

La Déclaration de Madrid, tâche noire dans l'histoire de l'Espagne

Le responsable sahraoui est, également, revenu longuement sur la faute historique de l'Espagne pour ce qui est de la décolonisation du Sahara occidental, appelant à l'«annulation immédiate des accords tripartites de Madrid qui ont livrés les territoires sahraouis au Maroc et à la Mauritanie». Akeik s'est en outre félicité du vaste élan de solidarité exprimé à travers toute l'Europe, mais aussi à travers le monde, avec le peuple sahraoui dans sa lutte pour l'indépendance et l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination, garantit par toutes les résolutions de l'ONU et du Conseil de sécurité. Il a rappelé que des milliers de Sahraouis établis en Espagne et des membres d'associations de solidarité avec le peuple sahraoui dans diverses provinces ont organisé la semaine dernière une grande manifestation à Madrid pour exiger du Gouvernement espagnol l'annulation de la Déclaration de Madrid qui reste une tâche noire dans l'histoire de l'Espagne. Akeik prend part aux travaux de la 44^e

Eucoco à la tête d'une importante délégation, composée de ministres et de représentants de différentes intuitions nationales, membres d'organisations de la société civile, députés et militants des Droits de l'Homme des zones occupées du Sahara occidental. Les organisateurs de cette Conférence ont affirmé que ce rendez-vous sera l'occasion pour lancer un appel à la communauté internationale qu'il était temps de mettre fin à l'injustice, l'illégalité et l'occupation marocaine, et d'ouvrir une nouvelle page de l'Histoire.

Plus de 500 personnes prennent part aux travaux de la Conférence à VITORIA-GASTEIZ

Plus de 500 personnes prennent part, vendredi et samedi, à Vitoria-Gasteiz (Pays-Basque), aux travaux de la 44^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco). «La ville de Vitoria-Gasteiz réunit toutes les conditions pour accueillir la 44^e édition de l'Eucoco, et sera à la hauteur de cet événement international important, auquel on attend plus de 500 personnes, venues de tous les points de l'État espagnol et de l'étranger», a affirmé la Commission organisatrice sur son site Internet. Prendront part à cet événement, qui sera tenu cette année sous le slogan, «1975-2019, 44 ans de lutte pour l'Indépendance. La décolonisation du Sahara occidental, une garantie pour la Paix et la Stabilité dans la région», des délégations algériennes représentant, notamment l'Assemblée populaire nationale (APN) et le Comité national algérien de soutien au peuple sahraoui (CNASPS). Côté sahraoui, le Premier ministre, Mohamed Louali Akeik y assistera accompagné du président du Conseil national sahraoui (Parlement), Khatri Adouh, et d'une importante délégation composée de ministres et de représentants de différentes intuitions nationales, membres d'organisations de la société civile, députés et militants des Droits de l'Homme des zones occupées du Sahara occidental. À 2 jours de l'ouverture des travaux de la Conférence, les organisateurs ont indiqué qu'un programme riche a été élaboré pour ce rendez-vous important de solidarité avec le peuple sahraoui dans sa lutte pour son indépendance, et sera, également, l'occasion pour lancer un appel à l'État espagnol pour assumer ses responsabilités historique, politique et morale envers le peuple sahraoui. Dans ce sens, une Rencontre interparlementaire au Parlement Basque, en présence du président du Parlement sahraoui, Khatri



Ph : D.R.

Addouh est prévue, vendredi après-midi, pour l'inauguration de cette Conférence. Une autre rencontre entre les municipalités et les Députations Basques, et les autorités du Front Polisario, est également à l'ordre du jour. Des interventions sont programmées, où les participants auront à débattre de «la situation du Conflit et perspectives du futur», au 1^{er} jour de la Conférence, a-t-on ajouté. Sahara occidental / Maroc / occupation / Europe / Eucoco / solidarité

«Les parlementaires ont une place éminente dans le combat pour la paix»

La présidente du Groupe parlementaire d'amitié et de fraternité, Algérie-Sahara occidental, Saïda Bounab, a lancé, vendredi, à Vitoria-Gasteiz (Espagne), un appel aux Parlements et assemblées populaires pour qu'ils apportent des contributions constructives et effectives dans la consolidation des liens entre les pays qui partagent les mêmes principes de justice pour le règlement pacifique des conflits. «La participation qualitative des parlementaires, venus d'horizons divers à cette rencontre, symbolise l'espoir et la volonté de tous les peuples, afin de parvenir à une solution politique juste, durable et acceptable, permettant l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a déclaré Bounab, lors de la Rencontre interparlementaire au Parlement Basque, tenue avant l'ouverture des travaux de la 44^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco). «Nous espérons, en tant que parlementaires, offrir au monde une autre image que celle

qui prévaut actuellement ou dominant les divisions, l'impuissance politique, l'incapacité d'agir ensemble, les graves difficultés que nous vivons», a-t-elle ajouté. Elle a souligné que les mutations profondes qui affectent les relations internationales confèrent, un rôle spécifique aux Parlements qui peut, en effet, insister la parlementaire, «promouvoir une meilleure compréhension entre les peuples, approfondir des liens culturels entre les sociétés afin que les États intègrent davantage dans leurs relations». «Cette sensibilité humaine si utile à l'instauration d'un climat de confiance entre les États», a-t-elle soutenu. Dans ce combat pour la paix, ajoute Bounab, «nous, les parlementaires, élus des peuples, on a une place éminente au front, et c'est avec fierté que nous occupons cette place, et que nous contribuerons aux efforts constructifs pour la solidarité humaine et pour la justice, pour les peuples encore soumis au diktat colonial, notamment au Sahara occidental». Cette 44^e Conférence de l'Eucoco se tient dans un contexte international particulier, «porteur de promesse et d'espoir pour un monde meilleur et en même temps lourd de menaces et chargé d'incertitude», a-t-elle dit. Elle a tenu à rappeler que la question sahraouie est inscrite à l'ordre du jour de l'ONU depuis plus d'un demi-siècle, affirmant que ce conflit ne peut trouver de solution que dans l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU datée du 14 décembre 1960, et sa solution réside dans l'exercice par le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination à travers un référendum juste et libre, conformément au mandat de la Minurso et aux principes fondamentaux des Nations unies.

«C'est fort de ces convictions, que j'appelle nos Assemblées et Parlements à apporter des contributions constructives pour la consolidation des liens entre les pays qui partagent les mêmes principes de justice et d'équité et qui doivent contribuer effectivement dans la gestion des affaires du monde, notamment pour le règlement pacifique des différends, le dialogue des cultures et des civilisations, et la coexistence pacifique entre les Nations», a lancé Bounab.

La résistance pacifique du peuple sahraoui saluée

La parlementaire a tenu à rendre un hommage appuyé au peuple sahraoui pour sa lutte pacifique contre l'occupation marocaine, pour arracher son indépendance. «L'histoire retiendra le mérite du peuple sahraoui qui résiste pacifiquement, à une politique de colonisation et ... suivit quotidiennement des violations flagrantes des Droits de l'Homme, des violations graves dûment vérifiées et enregistrées, sans oublier les campagnes d'enlèvement, de détention arbitraire, de traitements inhumains et dégradants, d'exécutions extra-judiciaires de déplacements internes forcés des populations, et autres formes de violations caractérisées de la dignité des Sahraouis, a-t-elle souligné. Le Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, tenons à rappeler, est une cause humaine et politique juste qui a été adoptée par les États, les peuples, les Parlements nationaux et les organisations gouvernementales et non gouvernementales eu égard de sa légitimité historique et juridique.

Ahsene Saaid / Ag.

Chine

Pékin dénonce une «provocation» américaine en mer de Chine méridionale

La Chine a accusé, vendredi, les Etats-Unis, de «provocation» après le passage, cette semaine de deux navires de guerre près d'archipels revendiqués par Pékin en mer de Chine méridionale, sur fond de tensions entre les deux pays.

Pékin revendique la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale, une vaste zone, également, convoitée par Taïwan, les Philippines, Brunei, la Malaisie et le Vietnam.

La Marine américaine y mène régulièrement des opérations pour affirmer la «liberté de navigation» dans cette région. Les Etats-Unis ont indiqué qu'un de leurs bâtiments, le Gabrielle Giffords, avait croisé, mercredi, à proximité du récif Mischief, dans l'archipel des Spratleys. De son côté, le destroyer Wayne E. Meyer a

navigué, jeudi, à proximité des îles Paracels, a précisé le commandant Reann Mommsen, porte-parole de la 7^e Flotte, basée au Japon. La Chine a envoyé des navires militaires pour identifier et surveiller les navires américains et leur a demandé de partir, a déclaré dans un communiqué le commandement sud de l'Armée populaire de libération (APL).

«Nous exhortons les Etats-Unis à cesser ce genre de comportement provocateur et risqué, pour éviter des incidents imprévus», a-t-il prévenu, qualifiant de «prétexte»

l'argument de la liberté de navigation avancé par Washington. Pékin délimite traditionnellement sur ses cartes par une «ligne de 9 traits» la portion de la mer de Chine méridionale sur laquelle il affirme avoir une souveraineté territoriale.

Le commandant Mommsen a assuré que les Etats-Unis continueraient «à voler, à naviguer et à agir partout où cela est autorisé par le droit international, quelles que soient les revendications maritimes abusives et le contexte général».

Grande-Bretagne Le Royaume-Uni commence à rapatrier de Syrie les orphelins de terroristes

Les orphelins britanniques dont les parents sont morts en Syrie en tant que combattants du groupe état islamique ont commencé à être rapatriés au Royaume-Uni, a annoncé, jeudi, le ministre des Affaires étrangères Dominic Raab. «Ces orphelins innocents sont des enfants qui n'auraient jamais dû connaître la guerre», a-t-il écrit dans un communiqué, «nous avons facilité leur retour à la maison, car c'est la bonne chose à faire». Il s'agit désormais de «leur donner le soutien nécessaire pour revenir à une vie normale», a-t-il ajouté, confirmant que les premiers enfants étaient sur le point d'être renvoyés au Royaume-Uni. Un tweet de l'administration kurde en Syrie avait déjà affirmé plus tôt dans la journée que «3 orphelins britanniques de parents combattant au sein de l'EI» avaient été remis aux autorités de leur pays.

Le ministère des Affaires étrangères, sous pression depuis un mois après la publication d'un rapport de l'ONG Save The Children, n'a pas donné plus de détails dans l'immédiat sur l'avancement de ces rapatriements, ni sur ceux à venir. Dans ce rapport, l'ONG avait révélé qu'au moins 60 jeunes Britanniques étaient bloqués dans le nord-est de la Syrie, soit 2 fois plus que ce qui avait été estimé jusque-là. Le ministre en charge du Brexit, David Davis, avait déclaré lors d'un débat parlementaire le mois dernier que ces enfants risquaient de «se transformer en terroristes» s'ils n'étaient pas ramenés et pris en charge, plaidant aussi pour ceux qui n'étaient pas orphelins et qui «méritaient la protection du Royaume-Uni». Selon Marie-Dominique Parent, une responsable du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme, entre 700 et 750 enfants nés de parents ressortissants de l'UE sont retenus dans des camps du nord-est de la Syrie.

Russie Arrestation de 9 membres présumés de l'organisation terroriste «Hizb Ut Tahrir»

Les services russes de sécurité (FSB) ont annoncé, vendredi, avoir arrêté 9 membres présumés de l'organisation terroriste «Hizb UT Tahrir», interdit en Russie, accusés d'avoir cherché à «renverser le pouvoir en place» dans le pays, selon des sources sécuritaires. «Deux chefs et 7 membres de l'organisation terroriste internationale «Hizb Ut Tahrir» ont été arrêtés à Moscou, au Tatarstan (Volga) et dans la région de Tioumen (Sibérie occidentale) dans le cadre d'une opération «spéciale» des services de sécurité russes, de la police et de la garde nationale», a précisé le FSB dans un communiqué. Les éléments arrêtés du groupe, interdit depuis 2003 en Russie où il est considéré comme terroriste, «ont mené des activités anticonstitutionnelles basées sur une doctrine (...) visant à renverser par la violence le pouvoir en place», cherché, notamment à «faire de la propagande de l'idéologie terroriste» dans leurs régions respectives. Lors de l'opération, beaucoup de «matériaux de propagande de Hizb Ut Tahrir ont été saisis», selon la même source.

Israël

Le Premier ministre du Gouvernement de l'État sioniste inculpé pour corruption

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a été inculpé par la justice de l'État sioniste de corruption, et a dénoncé, jeudi soir, un «coup d'État», promettant qu'il n'allait «pas abandonner». Un peu plus tôt dans la soirée, le procureur général Avichai Mandelblit avait annoncé qu'il inculpait le Premier ministre pour corruption, fraude et abus de confiance dans trois affaires différentes.

«Ce qui se passe ici est une tentative de mener un coup d'État contre le Premier ministre», a assuré Netanyahu, le premier chef de Gouvernement israélien en exercice à être inculpé, appelant «à enquêter sur les enquêteurs» qui ont mené les investigations contre lui. Depuis Jérusalem, le

ton vindicatif, il a dénoncé lors d'une conférence de presse de «fausses accusations motivées par des considérations politiques» qui visent «à le faire tomber». Mais, a-t-il assuré, «je ne suis pas prêt à abandonner».

Dans la principale affaire, Netanyahu est accusé d'avoir accordé des faveurs au patron d'un groupe de télécommunication en échange d'une couverture médiatique favorable d'un des médias de ce groupe. Dans les deux autres dossiers, il est soupçonné d'avoir reçu de luxueux cadeaux de la part de milliardaires et d'avoir tenté de s'assurer des articles favorables dans le plus grand quotidien payant du pays.

Contestation au Liban

Le Président Aoun reitère son appel au dialogue

Le président libanais, Michel Aoun, a réitéré, jeudi soir, son appel à un «dialogue» avec la rue, sans toutefois faire de propositions concrètes, au 36^e jour d'un mouvement de contestation inédit contre une classe politique jugée unanimement corrompue et incompétente. Dans un discours télévisé, à la veille du 76^e anniversaire de l'indépendance, le chef de l'État a souligné qu'un «dialogue» était «la seule voie pertinente pour régler les crises». Le mouvement de protestation, déclenché le 17 octobre par l'annonce d'une nouvelle taxe, a entraîné la démission le 29 octobre du Premier ministre Saad Hariri. Mais les tractations pour la formation d'un nouveau cabinet traînent, au grand dam des manifestants. Selon la Constitution, le chef de l'État doit lancer les consultations parlementaires en vue de désigner un nouveau Premier ministre, mais cette démarche n'a toujours pas été amorcée. «Un nouveau Gouvernement (...) devait être constitué, et avoir commencé son travail», a admis Aoun.

Syrie

L'ONU condamne le bombardement meurtrier d'un camp de déplacés à Idlib

La conseillère humanitaire principale de l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, Najat Rochdi, a condamné, jeudi, avec la plus grande fermeté, le bombardement, la veille, d'un camp pour personnes déplacées à Qah, dans la province syrienne d'Idlib (nord-ouest), qui a fait au moins une douzaine de morts parmi les civils, dont des enfants, et des dizaines de blessés. La conseillère onusienne «condamne avec la plus grande fermeté l'attaque au missile, qui a été lancée depuis un territoire contrôlé par le Gouvernement syrien contre le camp de personnes déplacées de Qah, densément peuplé, et qui aurait explosé près d'une maternité, dans la province d'Idlib», a indiqué l'ONU dans un communiqué.

L'ONU rappelle que les civils de Qah ont déjà été forcés de fuir leur domicile, et certains ont été déplacés à plusieurs reprises, cherchant la sécurité et vivant dans des conditions extrêmes, tout en déplorant que les infrastructures du camp, y compris des tentes, ont été détruites, alors que les températures chutent dans la région.

Najat Rochdi a ainsi fait écho de l'appel du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) à une enquête approfondie sur cette attaque dévastatrice, et a appelé toutes les parties au conflit à protéger les civils et les infrastructures civiles et à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et des Droits de l'Homme.

Manifestations en Irak 3 morts dans le centre de Bagdad

Trois manifestants ont été tués, vendredi, lors des heurts avec les forces de l'ordre sur des ponts menant à d'importantes institutions de Bagdad, portant à plus de 340 morts le bilan des morts durant les 2 mois de contestations antigouvernementales, selon des sources médicales. Deux manifestants ont été mortellement touchés par des balles, ont précisé ces sources, et le 3^e par une des grenades lacrymogènes des forces de l'ordre. Trente autres manifestants ont été blessés, ont-elles ajouté. Depuis le début, le 1^{er} octobre, du premier mouvement social d'Irak, plus de 15 000 personnes ont été blessées à Bagdad et dans le sud du pays gagné par les manifestations qui réclament une refonte du système politique et une classe dirigeante entièrement renouvelée. Dans la capitale irakienne, les manifestants occupent jour et nuit l'emblématique place Tahrir et ont repris leurs campements sur 3 ponts -Al Joumhouriya, Senek et Al Ahrar- qui mènent à la très sécurisée Zone verte où siègent le Parlement et l'ambassade américaine, ainsi qu'aux bureaux du Premier ministre et à l'ambassade d'Iran.

Violences domestiques en Russie

Des proches interpellent le ministre de la Justice

Des familles de victimes russes de «féminicides» ont interpellé, vendredi, le ministre de la Justice au sujet de son adjoint qui a minimisé l'ampleur du fléau des violences domestiques, récemment décriminalisées en Russie.

Les proches de 4 femmes tuées, ont écrit, au ministre Alexandre Kononov pour qu'une enquête interne soit menée à l'encontre de son adjoint Maxime Galperine, a indiqué sur sa page Facebook l'Association d'aide juridique «Zona Pravda», qui représente ces familles. En cause, une note à l'adresse de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) dans lequel ce responsable estime «que l'ampleur du problème de la violence au sein de la famille et du foyer, sa gravité et l'étendue de son caractère discriminatoire envers les femmes en Russie, sont exagérées». «Nous exprimons notre trouble

profond après cette prise de position du représentant de la Russie auprès de la CEDH et demandons au ministre de la Justice de s'interroger sur les aptitudes de son adjoint», écrivent les familles des femmes tuées, selon «Zona Pravda». Le vice-ministre répondait, dans sa note, à des questions de la CEDH qui a condamné l'été dernier la Russie dans une affaire de violences conjugales. La juridiction épinglait ainsi le droit russe qui «ne reconnaît pas» ces violences et les autorités «réticentes à reconnaître la gravité du problème». La Russie a largement décriminalisé en 2017 les violences familiales et conjugales, une

mesure approuvée à l'époque par le Président Vladimir Poutine. «Il y a sans doute un problème, mais il n'est pas à l'ordre du jour de l'administration présidentielle. Nous ne nous occupons pas de telles questions», a déclaré Dmitri Peskov lors de son point de presse quotidien. Plusieurs affaires très médiatisées de violences domestiques ces deux dernières années ont conduit à une multiplication des appels à durcir la législation russe. Une députée du parti au pouvoir, «Russie Unie», souhaiterait introduire avant la fin de l'année une proposition de loi en ce sens, mais dit faire face à de fortes résistances.

Chili

Nouveaux incidents violents à Santiago lors des manifestations

Des manifestants ont pillé et incendié, jeudi, des boutiques dans un centre commercial de Santiago et des violents incidents, ont aussi eu lieu à Valparaíso (centre) et à Antofagasta (nord), alors que la crise sociale au Chili dure depuis plus d'un mois. Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté devant le centre commercial Arauco à Quilicura, dans le nord de Santiago, pour protester contre des tortures que des policiers auraient infligées à de jeunes manifestants. Le rassemblement a débouché sur le pillage et l'incendie de plusieurs boutiques, a déclaré le maire de Quilicura, Juan Carrasco, sur la télévision «24 Horas». Des manifestations ont aussi eu lieu sur la plaza Italia, dans le centre de la capitale. Des dizaines de manifestants encagoulés ont affronté la police, qui a utilisé gaz lacrymogène et camions lanceurs d'eau. La violence a touché d'autres villes comme Antofagasta, dans le nord du Chili, où un automobiliste a renversé un groupe de manifestants et a pris la fuite, selon des images diffusées par une télévision locale. La police a indiqué que personne n'avait été mortellement blessé. Le conducteur s'est livré plus tard à la police. Des pillages des commerces ont aussi eu lieu à Valparaíso et à Concepcion (sud), où les manifestants ont ensuite été dispersés par les forces de l'ordre. Le mouvement de protestation sociale qui a débuté le 18 octobre est le plus important que le Chili ait connu en trois décennies. Vingt-deux personnes ont été tuées pendant ces manifestations.

Uruguay

Vers l'alternance après 15 ans de présidence de gauche

Le second tour de l'élection présidentielle en Uruguay présente le candidat de l'opposition Luis Lacalle Pou comme le favori, d'une présidentielle, dimanche, qui prendra la forme d'un référendum pour ou contre le maintien de la gauche au pouvoir après trois mandats consécutifs. Lacalle Pou, le leader du Parti national (centre droit), a obtenu moins de voix au 1^{er} tour que Daniel Martinez, le candidat du parti au pouvoir, le Frente amplio (Front élargi, gauche). Mais il a ensuite mis en place une coalition avec les autres prétendants battus au 1^{er} tour, allant de la droite aux sociaux-démocrates, qui caracolent, désormais, en tête. Selon le dernier sondage du cabinet Factum, Luis Lacalle Pou, ancien sénateur, obtiendrait 51% des voix, contre 43% à Daniel Martinez, ex-maire de Montevideo et ingénieur de 62 ans. Tous les autres sondages donnent un écart inférieur, mais significatif entre les 2 candidats : de 5 à 6 points d'avance pour l'avocat de 46 ans qui, en cas de succès, mettrait fin à 15 ans de gouvernements de gauche consécutifs dans ce petit pays d'Amérique du Sud. Lors des dernières élections, l'économie était en croissance et le programme était incarné par le premier président de gauche du pays et un des dirigeants historiques du Frente amplio (FA), Tabaré Vasquez. Ce dernier avait battu Lacalle Pou, candidat pour la première fois.

Éthiopie

Le résultat du référendum des Sidama attendu samedi

La Commission électorale éthiopienne annoncera, samedi, le résultat du référendum d'autodétermination des Sidama, une ethnie du sud du pays, ont annoncé, vendredi, les médias d'État. La Commission électorale poursuit son travail de compilation des résultats qui seront annoncés, samedi, à rapporté la radio-télévision Fana BC. Quelque 2,3 millions d'électeurs étaient appelés à se prononcer sur la création d'une région autonome sidama, un scrutin à valeur de test pour la stabilité du pays. Les observateurs s'attendent à un vote largement en faveur de la création d'une nouvelle région autonome, la 10^e de l'État fédéral éthiopien. L'Éthiopie, 2^e pays le plus peuplé d'Afrique avec plus de 100 millions d'habitants, est actuellement divisée en 9 régions semi-autonomes dessinées sur les bases d'un fédéralisme ethnique. Sa Constitution exige que le Gouvernement organise un référendum pour tout groupe ethnique souhaitant former une nouvelle entité dans l'année qui suit sa demande.

Serbie

Le président serbe dénonce des actions du renseignement russe

Le président serbe, Aleksandar Vucic, a confirmé, jeudi, que des membres des services de renseignements russes avaient approché depuis 2017 plusieurs responsables militaires serbes, l'un d'eux ayant remis par «3 fois» de l'argent à ses sources. Le chef de l'État serbe s'est adressé à la presse à l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité national, convoquée après la diffusion par la presse locale d'une vidéo mettant en cause un officier russe. Ce dernier a été filmé à Zemun, dans la banlieue de Belgrade, alors qu'il remettait à un homme un sac en plastique avec une enveloppe contenant de l'argent. Vucic a précisé qu'à cette occasion, le 24 décembre 2018, le lieutenant-colonel russe Georgy Kleban avait rencontré un lieutenant-colonel serbe à la retraite, dont les initiales sont Z. K. Il a expliqué qu'il ne s'agissait pas de l'unique rencontre avec des sources serbes de Georgy Kleban, à l'époque selon lui adjoint de l'attaché militaire russe en Serbie. «Dix contacts de Georgy Kleban avec 3 sources conspiratrices ont été documentés. Trois fois, (ce) lieutenant-

colonel a remis de l'argent» à ses contacts serbes, a dit le président. Les services serbes ont la preuve de contacts de plusieurs «autres membres des services de renseignements russes avec des membres de structures militaires de la Serbie», a-t-il poursuivi. L'ouverture d'une enquête portant sur cette affaire avait été annoncée, mercredi soir, par un responsable des services de renseignements serbes (BIA). Selon les médias serbes, Georgy Kleban était en poste à Belgrade jusqu'en juin dernier. Le Président Vucic, qui doit se rendre à Moscou le 4 décembre pour rencontrer son homologue russe Vladimir Poutine, a toutefois précisé que Belgrade ne changerait pas sa politique à l'égard de Moscou.

La Serbie, qui négocie son adhésion à l'Union européenne, mais refuse un rapprochement avec l'Otan, est considérée comme le principal allié de la Russie dans les Balkans. Moscou soutient la Serbie sur le dossier de son ex-province, le Kosovo, dont Belgrade ne reconnaît pas l'indépendance proclamée en 2008.

Bolivie

La Police bolivienne disperse une grande marche antigouvernementale

La Police bolivienne a dispersé, jeudi, au gaz lacrymogène, une vaste marche antigouvernementale à La Paz, tandis que le Congrès discutait des moyens de sortir de la grave crise politique que connaît la Bolivie. Des milliers de personnes portant les cercueils de 5 personnes tuées, mardi, dans des heurts, étaient descendues d'El Alto, ville jumelle de La Paz considérée comme un bastion de l'ancien Président Evo Morales. Les manifestants favorables à Evo Morales, parti en exil au Mexique après avoir été contraint à la démission, protestaient contre la répression et contre le Gouvernement de Jeanine Añez, Présidente par intérim depuis le 12 Novembre. Huit hommes avaient été tués par balles, mardi, au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre près de l'usine de distribution de carburant de Senkata à El Alto. Les échauffourées avaient éclaté alors que l'armée et la police dégageaient l'usine, que des manifestants occupaient depuis la semaine dernière pour réclamer la démission d'Añez. En tout, 8 personnes sont décédées, portant le bilan de la crise que vit la Bolivie depuis un mois à 32 morts, dont au moins 17 ont péri dans des heurts avec les agents de l'État.

Hongrie-UE : État de droit

Budapest à nouveau sur la sellette en décembre

La Hongrie devra à nouveau s'expliquer en décembre devant ses partenaires européens sur le respect de l'État de droit, dans le cadre de la procédure lancée par le Parlement européen à son encontre en 2018, a annoncé, jeudi, la Présidence finlandaise de l'UE. Cette 2^e audition, après une première en septembre, se tiendra le 10 décembre, lors d'une réunion des ministres en charge des Affaires européennes de l'UE, a précisé Marja Rislakki, représentante permanente de la Finlande à Bruxelles. La première audition avait porté sur la liberté de l'enseignement universitaire, la liberté de la presse, la liberté d'expression, les questions de corruption et d'indépendance de la justice, a-t-elle dit. Cette nouvelle audition devrait se concentrer sur «quelques thèmes clés», que les ambassadeurs des pays membres seront chargés de définir en amont, a précisé Rislakki devant des eurodéputés, qui ont regretté de ne pas voir le Parlement associé au suivi de cette procédure qu'il a pourtant enclenchée. Tout en se réjouissant de l'organisation de cette 2^e audition, «une très bonne nouvelle», la rapportrice du Parlement européen sur la Hongrie, Gwendoline Delbos-Corfield (groupe des Verts) a souligné que le

Parlement avait «une expertise sur ce dossier (...) qui permettrait de faire avancer les choses». Dans un vote inédit, le Parlement européen avait activé en septembre 2018 contre la Hongrie du souverainiste Viktor Orban la procédure de «l'article 7», qui peut en théorie déboucher sur des sanctions. Le vote se fondait sur un rapport établissant une longue liste de «préoccupations» portant sur des atteintes aux valeurs de l'UE en matière de libertés publiques et de droits des minorités et des migrants, notamment. Cette procédure a, également, été enclenchée contre la Pologne, cette fois à l'initiative de la Commission. La seconde phase de la procédure, qui peut conduire à retirer les droits de vote d'un pays au sein des réunions ministérielles européennes, requiert un vote à l'unanimité des autres pays, et Budapest et Varsovie ont clairement annoncé leur intention de faire bloc pour empêcher toute sanction. Jeudi, le nouveau président du PPE (droite européenne) Donald Tusk a par ailleurs, annoncé une décision d'ici fin janvier sur le sort du parti Fidesz de Viktor Orban, suspendu des rangs de la droite européenne pour dérapages populistes.

Depuis Le Caire - Égypte Eddalia exhorte l'Organisation de la femme arabe à sensibiliser à l'impérative lutte contre la violence faite aux femmes

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a exhorté, jeudi depuis Le Caire (Égypte), l'Organisation de la femme arabe (OFA) à «accomplir son rôle dans la sensibilisation à lutter contre toutes formes de violence faite aux femmes».



Présidant une réunion du Conseil exécutif de l'OFA, regroupant les ministres arabes chargés de la Condition de la femme, Eddalia, a affirmé que cette organisation non gouvernementale (ONG) est «appelée, aujourd'hui, plus que jamais à accomplir son rôle crucial dans la sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes de type familial, sexuel, économique, politique, verbal ou même extrémiste». Lors de cette réunion, tenue en marge de la Conférence ministérielle de haut niveau sur «le renforcement du rôle de la femme au sein des sociétés post-conflits dans le monde arabe», la ministre a fortement invité l'OFA à «contribuer à la régulation des mécanismes nécessaires à la protection de la gent féminine lors des conflits armés déclenchés dans tout le périmètre de la région arabe». Eddalia a mis en avant, par ailleurs, l'impératif «de relancer le plan d'action propre à chacun des États membres pour mettre en exécution la résolution 1325 du Conseil de sécurité relative à la femme, la paix et la sécurité, appelant à la prise des mesures nécessaires à la protection de la gent féminine contre les violences en temps de conflits en évitant le déclenchement des conflits ou en participant à leur résolution». Qualifiant cette rencontre «d'occasion pour l'échange de nouveautés que connaît le monde de la femme dans les pays arabes en passant en revue les différentes activités y afférentes tenues en 2019, et la mise au point des mesures à prendre pour orienter l'action de l'OFA», la ministre a estimé «qu'il était grand temps de promouvoir la coopération entre cette ONG, la Ligue des États arabes et le système onusien, et de souffler plus de dynamique aux programmes de collaboration avec les différentes institutions régionales et internationales». Pour Eddalia, cette rencontre constituera une occasion «pour examiner les futures perspectives de l'OFA à travers le débat de ses orientations stratégiques de 2020-2025 et des programmes d'action de l'année prochaine en

coordination avec les agendas du développement durable de la femme arabe à l'horizon 2030 et l'agenda «femmes, paix et sécurité», et de souligner le rôle de la femme arabe dans la lutte contre l'extrémisme, la violence et les idéologies d'exclusion». À ce titre, la ministre a mis l'accent sur la nécessité de «trouver des mécanismes devant permettre à l'organisation de soutenir les efforts nationaux consentis par les pays membres en matière d'autonomisation économique et de réunir un climat plus sûr d'action pour les femmes dans l'objectif de réaliser leur autonomie économique dans leur pays et davantage de bien-être et de prospérité pour les communautés arabes. Elle a, également, estimé nécessaire de débattre des raisons de baisse de la participation politique de la femme dans divers pays arabes et d'examiner les voies de renforcement de sa présence dans tous les centres de décision et de son rôle pionnier en la matière». À ce titre, Eddalia a affirmé que «l'égalité des chances et la répartition des ressources et des responsabilités entre l'homme et la femme constituent le bien-être des familles et le levier du développement durable des communautés», raison pour laquelle «nous plaçons pour la mobilisation de l'homme dans la défense des questions de la femme en vue de passer de la phase de revendication des droits et de la protection à celle de l'égalité homme-femme dans les pays arabes, notamment en ce qui concerne l'accès à l'emploi et aux postes supérieurs de responsabilité», a-t-elle ajouté. Elle a fait remarquer aussi que cette rencontre «se tient dans une conjoncture difficile que traversent plusieurs pays arabes, caractérisée par l'agression brutale de l'occupation sioniste qui viole encore les us internationaux et renouvelle ses agressions contre le peuple palestinien et les différentes situations de conflits et clivages auxquels sont confrontés les peuples arabes».

Houda H. / Ag.

Publicité



République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
Office de Promotion et de Gestion Immobilière de BOUIRA

Numéro d'Identification Fiscale (NIF) : 0993 1001 020 66 46

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales après l'infructuosité du 1^{er} avis d'appel d'offres N° 044 / OPGI / DMO / 2019

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de BOUIRA lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des projets suivants :

Localisation	Projet	Lot
LAKHDARIA	65 / 160 / 2000 logements publics locatifs	RAR TCE sauf VRD

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de BOUIRA, sis à la cité des 1100 logements à BOUIRA, Commune de BOUIRA – Wilaya de BOUIRA, contre paiement d'un montant de 3000 DA non remboursable.

Les offres, accompagnées des pièces et documents en cours de validité, tels qu'exigé dans le cahier des charges, doivent être présentées dans trois (03) plis séparés et cachetés (dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière) sur lesquels est indiqué la dénomination de l'entreprise.

Les trois enveloppes doivent parvenir sous pli anonyme et fermé à l'adresse suivante :

A
Monsieur le Directeur Général de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de BOUIRA
« Soumission à n'ouvrir que par la Commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacités minimales après l'infructuosité du 1^{er} avis d'appel d'offres
N° 044 / OPGI / DMO / 2019

Projet 65 / 160 / 2000 logements publics locatifs à LAKHDARIA en lot RAR TCE sauf VRD

Les documents et les pièces requises sont ceux exigés dans l'instruction aux soumissionnaires du cahier des charges :

Conditions minimales d'éligibilité :

1 Capacités techniques :

- **Références professionnelles** : seuls les candidats ayant déjà réalisés au moins un (01) projet de logements, Equipements publics de catégorie B et plus conformément à l'arrêté interministériel du 15/05/1988 portant modalité d'exercice et de rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment ou travaux similaires justifiés par des attestations de bonne exécution ou certificats administratifs délivrés par les maîtres de l'ouvrage publics réalisés dans les 10 dernières années.

2 Capacités financières :

Un chiffre d'affaire moyen annuel des trois (03) dernières années supérieur ou égale 8 000 000.00 DA.

3 Capacités professionnelles :

Certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité (activité principale ou secondaire en bâtiment) de catégorie 02 et plus.

Contenu du dossier de soumission :

1 Dossier de Candidature contient :

- Une déclaration de candidature dûment remplie et signée.
- Une déclaration de probité dûment remplie et signée.
- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité (activité principale ou secondaire en bâtiment) de catégorie 02 et plus.
- Les bilans fiscaux des trois dernières années d'activités.
- Liste des moyens humains de l'encadrement de l'entreprise justifiée par des diplômes et affiliation en cours de validité.
- Copie de mise à jour CNAS en cours de validité.
- Copie de registre commerce.
- Attestation de dépôts des comptes sociaux pour les sociétés.
- Liste du matériel avec justification de cartes grises, factures d'achat, contrat de location notarié délivré par une entreprise de transport ou de location d'engins (avec police d'assurance pour le matériel roulant), procès-verbal d'huissier de justice âge récent maximum 03 années à mettre à la disposition du projet.
- Attestations de bonne exécution ou certificats administratifs des travaux délivrés par des maîtres d'ouvrage publics des projets réalisés dans les 10 dernières années.

2 Contenu de l'Offre Technique :

- Une déclaration à souscrire dûment remplie et signée.
- Un mémoire technique justificatif comportant la présentation de l'entreprise, les moyens humains et matériel à mettre à la disposition du projet (détaillé), et les méthodes d'intervention et d'exécution des travaux justifiées par planning.
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « Lu et accepté » (l'Entreprise doit écrire cette mention : Lu et accepté).

3 Contenu de l'Offre Financière :

- Lettre de soumission dûment remplie et signée.
- Bordereau des prix unitaires rempli (en lettres et en chiffres) et signé (BPU).
- Devis quantitatif et estimatif rempli et signé (DQE).

La date de dépôt des offres aura lieu le 21^{ème} jour avant 12H00 heures, à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

En application des dispositions des articles n°98 et 99 du décret présidentiel 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service publics, les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pour une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois à compter de la date d'ouverture des plis, la durée de validité d'offre de l'attributaire de marché sera prorogé systématiquement d'un (01) mois supplémentaire.

L'ouverture des plis est prévue le même jour de dépôt des offres à 12H00 heures. Les soumissionnaires sont invités à y assister.

Si la date de dépôt et d'ouverture des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, celle-ci est reportée au jour ouvrable suivant et aux mêmes horaires.



NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police : **1548**
- Gendarmerie nationale : **1055**
- Sonelgaz : **3303**
- Alerte kidnapping : **104**
- Personnes en difficulté ou en détresse : **1527**
- SOS Sécurité : **112**
- SOS Santé : **115**

Urgences

- SAMU : **021 23 50 50**
- Police : **17**
- Protection civile : **14**
- Gendarmerie nationale : **021 96 42 22**
- Sapeurs-Pompiers : **021 71 14 14**
- Sûreté de la wilaya d'Alger : **021 73 00 73**
- Centre antipoisson : **021 97 98 98**
- Centre des grands brûlés : **021 63 29 95**
- Institut Pasteur : **021 67 25 02**

Hôpitaux

- CHU Mustapha : **021 23 35 35**
- CHU Aït Idir : **021 97 98 00**
- CHU Ben Aknoun : **021 91 21 63**
- CHU Beni Messous : **021 93 15 50**
- CHU Kouba : **021 28 33 33**
- CHU Bab El Oued : **021 96 06 06**
- CHU Bologhine : **021 95 82 24**
- CHU El Kettar : **021 96 48 97**
- HCA Aïn Naâdja : **021 54 05 05**
- Hopital Tixeraine : **021 55 01 10**
- Hopital Zéralda : **021 32 63 94**
- Centre Pierre et Marie Curie : **021 23 66 66**

Compagnies Aériennes

- Air Algérie : **021 74 24 28**
- Tassili Airlines : **021 50 98 58**
- Aigle Azur : **021 50 91 91**
- Air France : **021 98 04 04**

Dépannages

- Gaz : **021 68 44 00**
- Electricité : **021 68 55 00**
- Service des eaux : **021 67 50 30**

Radios

- Chaîne I : **021 21 48 37**
- Chaîne II : **021 69 11 70**
- Chaîne III : **021 48 15 15**
- Radio El Bahdja : **023 70 99 99**
- Jil FM : **021 69 27 27**
- ENRS : **021 69 34 03/06**

Services

- Algérie Télécom : **100**
- Serveur vocal chèques postaux : **1530**
- Seaal : **3394**
- Scouts musulmans algériens : **3033**
- Association algérienne de psychiatrie : **1512**
- Réclamations : **18**
- Renseignements / Réveil : **19**
- Télégramme : **13**

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr : **026 21 80 80**
- Hôtel El Aurassi : **021 74 82 52**
- Hôtel Hilton : **021 21 96 96**
- Hôtel Sheraton : **021 37 77 77**
- Hôtel Mercure : **021 24 59 70**
- Hôtel Ibis : **021 98 80 20**
- Hôtel Albert Premier : **021 73 65 06**
- Hôtel Safir : **0551 42 58 48**
- Hôtel El Riadh : **021 45 23 58**
- Hôtel Mazafran : **021 32 00 00**
- Hôtel AZ Zéralda : **023 32 55 89**
- Hôtel Oasis - Kouba : **021 77 04 04**
- Hôtel New Day - Kouba : **023 77 47 47**
- Hôtel Mouflon d'Or : **021 54 25 62**

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa : **029 89 46 20**
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa : **029 81 60 50**
- Hôtel Tahat - Tamanrasset : **029 31 21 21**
- Hôtel Gourara - Timimoun : **049 90 26 27**
- Hôtel Touat - Adrar : **049 96 99 33**



21h05 : Instinct

Lizzie et Jasmine enquêtent sur le meurtre d'une championne de patinage artistique tandis que Julian s'interroge sur le retour d'une vieille connaissance...



23h35 : Les supersens des animaux

Une étrange créature de l'Arctique se sert des ultra-violets pour cerner ses prédateurs et créer une sorte de contraste sur le manteau neigeux...



21h45 : Seuls face à l'Alaska

Jake va chasser les wapitis, Jason construit sa première fonderie, Morgan et Margaret ont un problème d'eau et Mike emmène un client à la chasse à l'ours...



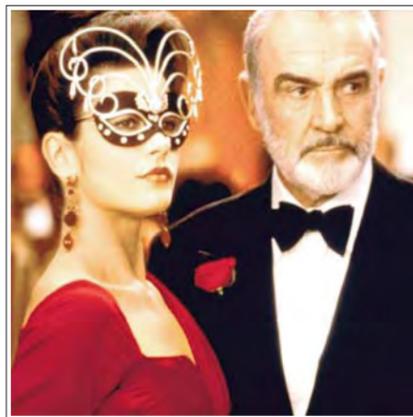
21h05 : Columbo (Ou Tennis : Coupe Davis)

Une enquête dans un camp d'entraînement de mercenaires conduit l'inimitable lieutenant à exhumer une vilaine affaire de détournement de fonds...



20h45 : Haute voltige

Un gentleman-cambrioleur, amateur de tableaux de maîtres, est traqué par la séduisante employée d'une compagnie d'assurances, qui s'immisce dans son entourage...



21h40 : La fuite des huguenots

L'Allemagne compte sur les huguenots pour relancer son économie et repeupler des régions vidées de leur population par la guerre de 30 Ans. Mais leurs débuts sont difficiles...



22h55 : Scott & Bailey / Affaires criminelles

Scott et Bailey posent leur candidature au poste de brigadier et réussissent : c'est donc à l'inspecteur en chef Gill Murray de choisir qui obtient le poste...



19h50 : Bones

Une jeune femme qui travaillait dans un dispensaire fournissant du cannabis à usage médical est retrouvée morte. Wendell Bray est affecté par cette affaire...



21h05 : Superstore

Le mauvais fonctionnement du chauffe-eau qui alimente tout le magasin accroît les tensions entre Amy, Jonah et les salariés. Personne ne veut réparer la fuite...



Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites : **0776 88 22 38**

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja : **0795 22 65 77**

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger : **021 50 91 91**
- Rabah Bitat - Annaba : **038 52 01 59**
- Ahmed Ben Bella - Oran : **041 59 10 77**
- Mostepha Ben Boulaid - Batna : **023 77 01 10**
- Mohamed Boudiaf - Constantine : **031 81 01 24**
- 8 Mai 1945 - Sétif : **0651 88 73 66**

Hôtels - Est

- Hôtel Antar - Béchar : **049 81 71 63**
- Hôtel Marriot - Constantine : **035 53 39 04**
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda : **035 53 39 04**
- Hôtel Ibis - Constantine : **031 99 20 00**
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda : **035 53 43 94**
- Hôtel Cirta - Constantine : **031 92 19 80**
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud : **0660 20 88 20**
- Hôtel Le Majestic - Annaba : **038 86 54 54**
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued : **032 11 89 02**
- Hôtel El Mountazah - Annaba : **038 65 24 12**
- Hôtel El Hidhab - Sétif : **036 51 41 34**

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran : **041 59 01 00**
- Hôtel Royal - Oran : **041 29 17 17**
- Hôtel Ibis - Oran : **041 98 23 00**
- Hôtel Renaissance - Tlemcen : **043 40 11 11**
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen : **043 27 71 21 à 25**
- Hôtel Ziri - Ghazaouet : **043 32 30 25**

Oran

Un nouveau club en para-athlétisme en phase de création

Un nouveau club sportif amateur en para-athlétisme est en cours de création à Oran, a-t-on appris de son fondateur, Mohamed Kada Krachai, sélectionneur national et entraîneur de plusieurs champions olympiques algériens.

«Nous avons effectué toutes les procédures administratives d'usage pour la création de ce club que nous avons dénommé club sportif amateur «Ashab El Himam» d'Oran, et nous n'attendons que l'agrément pour entrer officiellement en activité», a déclaré son président. Estimant que la capitale de l'Ouest est riche en potentialités en handisport, Kada Krachai indique vouloir justement exploiter ces capacités pour former de nouveaux champions à même de reprendre le témoin de leurs aînés à l'image de Kamel Kerdjena et Lahouari Bahlez. Ces derniers viennent d'être, encore une fois, sacrés aux Mondiaux qui se sont déroulés tout récemment à Dubaï. «J'entraîne depuis plusieurs années ces deux athlètes qui viennent d'offrir de nouvelles médailles à l'Algérie dans le plus haut niveau, tout en se qualifiant aux prochains Jeux paralympiques. Je suis persuadé qu'Oran dispose d'autres talents dans cette catégorie d'athlètes. Ce serait vraiment un gâchis si nous ne les exploitons pas», a encore indiqué le même technicien. L'envie de découvrir des futurs champions du monde issus d'El Bahia pousse Kada Krachai à faire face à tous les obstacles qu'il rencontre actuellement pour mener à bon port sa mission avec ses actuels athlètes de la sélection nationale, à l'image de Bahlez et Kerdjena. «Nous travaillons dans des conditions déplorables. Figurez-vous, que nous n'avons même pas un stade propre à cette discipline pour s'entraîner. Même le stade Miloud-Hadefi (ex-Wembley), notre lieu

d'entraînement habituel, n'offre plus les conditions de travail idéales pour des sportifs de l'élite, car il est tout le temps surchargé», a déploré le même interlocuteur. Malgré cela, Kada Krachai assure être toujours animé par cette volonté d'aller encore de l'avant, s'inspirant de l'expérience de ses deux athlètes, Bahlez, auteur d'une médaille d'or et autre en argent (jeter de Club et jeter du Poids) lors du précédent rendez-vous mondial à Dubaï, et Kerdjena, qui s'est adjugé une médaille d'argent (jeter du poids) dans cette même compétition. «Ceux qui sont au courant des conditions de travail dans lesquelles ces deux athlètes ont préparé les Mondiaux de Dubaï qualifient d'un véritable exploit leur parcours pendant cette compétition. Ils ne sont pas pour autant découragés par le manque de moyens de travail, car ils visent à encore offrir à l'Algérie d'autres médailles lors des prochains Jeux paralympiques en août 2020 à Tokyo. Notre objectif à chaque fois qu'on participe dans une épreuve internationale est de représenter dignement notre pays», a-t-il poursuivi. Cependant, Kada Krachai souhaite que ces sacrifices soient récompensés par au moins la mise à la disposition des athlètes de cette catégorie de moyens acceptables pour leur permettre de rester toujours au sommet, chose qui, selon lui, manque toujours à Oran, d'où l'appel qu'il a tenu à adresser aux autorités locales, qui a honoré ses deux athlètes, mercredi, pour leur brillante participation aux Mondiaux de Dubaï, afin d'accorder plus d'égards à l'handisport à Oran.

Tournoi international juniors Oujda Angad Open

Mebarki qualifiée pour les quarts de finale

La jeune tennismoman algérienne Bochra Rehab Mebarki a validé, mercredi soir, son billet pour les quarts de finale du Tournoi international juniors «Oujda Angad Open», qui se dispute au Maroc, après son succès face à la Suédoise Katarina Liedbeck par deux sets à zéro (2-0). L'Algérienne, tête de série N8, a remporté le premier set 6-2, avant de s'imposer au second set sur le même score. Lors des quarts de finale, programmés jeudi, Mebarki affrontera la Marocaine Salma Loudili, tête de série N1. Dans le tableau double, Mebarki associée à la Béninoise Gloriana Goreti

Nahum se sont qualifiées pour les demi-finales, après leur victoire face à la paire marocaine composée de Mya Raiss et Amira Ellouzi sur le score 6-0, 06-0. En demi-finale, elles seront opposées à un autre duo marocain composé de Salma Loudili et Manal Ennaciri. Ce rendez-vous de grade 5, qui disputé sur les courts en terre battue du Sporting tennis club d'Oujda, a drainé la participation de certaines joueuses relativement bien classées dans le Ranking mondial de la Fédération internationale de tennis (ITF), notamment, la Marocaine Salma Loudili, qui pointe actuellement au 451^e rang.

Championnat national inter-clubs de natation Participation de 502 nageurs au rendez-vous de Sétif

La Fédération algérienne de natation (FAN) organise, depuis hier, à la piscine du complexe olympique «El Baz» de Sétif, le championnat national inter-clubs de natation en petit bassin (25 m) avec la participation de plus de 500 nageurs. Cette compétition qui constitue pour la FAN, le coup d'envoi officiel de la saison (2019-2020) verra la présence de 502 nageurs dont 190 nageuses de 30 clubs (les mieux classés lors de la saison écoulée), issus des ligues de wilaya d'Alger, Boumerdès, Tipasa, Blida, Sétif, Batna, Oran et Tlemcen. Lors de ce championnat programmé en 3 séances, le classement sera établi en points pour désigner les clubs devant monter sur le podium, sans remise des médailles aux nageurs vainqueurs. Lors des saisons précédentes, la FAN avait pris l'habitude d'organiser ce championnat au niveau de la piscine de Bab Ezzouar (Alger) avant de choisir la ville de Sétif pour l'édition de cette année, suite à l'homologation officielle de la piscine «d'El Baz». Le GS Pétroliers a été, rappelle t-on, sacré champion d'Algérie inter-clubs, pour la saison, 2018-2019».

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE CHLEF

ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER
FRERES KHELIFS CHORFA - CHLEF

NIF : 000702019016455

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 01/2020

L'établissement public hospitalier frères khelifis de chorfa -Chlef lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales pour l'année 2020 concernant les lots suivants:

Lot N° 01: Abords Parentéraux ET Consommable Divers

Lot N° 02: Article De Pansement.

Lot N° 03: Solution Antiseptique.

Lot N°04: Consommable De Laboratoire.

Lot N°05: Réactif De Laboratoire Spécifique.

Lot N°06: Non Tisse

Lot N°07: Produits de Désinfection

Lot N°08: Consommables pour automate hématologie Hemacount

Lot N°09: Consommables pour automate hématologie Mindray

Lot N°10: Consommables D'hémodialyse

Lot N°11: Film Et Produits De Radiologie

Lot n°12: Oxygène Liquide Médical

Lot n°13: Oxygène Gazeux Médical

Lot n°14: Protoxyde D'azote

Le présent appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales s'adresse aux personnes physiques ou morales inscrites au registre de commerce qualifiés (code d'activités approprié) ayant la qualité de fabricant, importateur, ou bien distributeur et ayant l'agrément du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés -sous direction des finances et des moyens- contre paiement à la somme de 1.500,00 dinars auprès de la caisse des recettes de l'établissement public hospitalier frères khelifis de chorfa.

*les offres accompagnées des pièces fiscales et parafiscales doivent parvenir sous un pli fermé et anonyme ne portant que la mention suivante :

"A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres"
Appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales
Approvisionnement en produits pharmaceutiques au profit de l'établissement public hospitalier frères khelifis de chorfa durant l'année 2020
Lot n° :

* A l'intérieur de cette enveloppe, on doit mettre trois plis fermés l'un contenant le dossier de candidature, le deuxième contenant l'offre technique et le troisième contenant l'offre financière.

1- le dossier de candidature :

- 01 - Une déclaration de candidature dûment datée, remplie et signée, cachetée selon modèle ci-joint.
- 02 - Déclaration de probité dûment datée, remplie et signée, cachetée selon modèle ci-joint.
- 03- Copie du statut pour les sociétés (personne morale).
- 04- Copie de la délégation de pouvoir habilitant les personnes à engager l'entreprise, le cas échéant.
- 05- Protocole d'accord d'associer le cas échéant.
- 06- Tout documents permettant d'évaluer les capacités professionnelles, financières et technique.

2- L'offre technique:

- 1-Le présent cahier des charges cacheté, signé et daté avec la mention manuscrite "lu et accepté".
- 2-Déclaration à souscrire remplie et signée, cachetée et daté selon le modèle ci-joint.
- 3-Certificat de conformité et de garantie.
- 4-Engagement de livraison des marchandises.
- 5-Protocole d'accord en cas de groupement
- 6-Copie d'acte du partenariat notarié, le cas échéant.
- 7-échantillons des produits.
- 8-Liste des moyens humains mis à la disposition de la livraison des fournitures du marché justifiés par des attestations d'affiliation à la CNAS ou la déclaration annuelle des salariés (DAS) auprès de la CNAS.
- 9-Moyens de transport de livraison justifiés par des cartes grises et police d'assurance du véhicule de transport de marchandises consacré à la livraison des produits dans le cadre de ce marché
- 10-certificat d'origine algérienne délivrée par la chambre de commerce et d'industrie, le cas échéant.
- 11-Un mémoire technique justificatif remplie et signée, cachetée et daté selon le modèle ci-joint.

L'offre financière:

- 01 - La lettre de soumission dûment datée, remplie et signée et cacheté selon modèle ci-joint.
- 02 - Le bordereau des prix unitaire dûment remplis, signé et cacheté par le soumissionnaire.
- 03 - Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli, signé et cacheté par le soumissionnaire.
- 04 - La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F), daté et signé et cacheté.

*le délai de préparation des offres est fixé à 15 Jours à partir de la première date de parution dans les journaux ou BOMOP.

*le dépôt des offres s'effectuera le dernier jour de ce délai avant 14.00 heures et s'il coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

*l'ouverture des plis techniques et financiers s'effectuera ce même jour à 14.00 heures en présence des soumissionnaires.

*les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quinze (15) jours de préparation des offres ; augmente une durée de quatre vingt dix (90).

Ligue 1

Le MCA et le CRB pour conforter leur position de coleaders

Le MC Alger et le CR Belouizdad, coleaders du Championnat de Ligue 1 de football, aborderont la 11^e journée, prévue aujourd'hui et demain, avec l'intention de conforter leur position en tête du classement, en affrontant respectivement en déplacement l'ASO Chlef et à domicile l'AS Ain M'lila.

Après avoir concédé leur premier revers de la saison, le MCA et le CRB, qui comptent 23 points chacun, vont ainsi se livrer à un duel à distance. Si le Chabab aura l'avantage de confirmer son hégémonie à domicile face à l'ASAM (7^e, 14 pts), le MCA aura une mission relativement difficile à Chlef face à l'ASO, premier relégable (14^e, 8 pts). Le MC Oran et la JS Saoura, qui suivent à la 3^e place avec 17 points chacun, seront certainement mis à rude épreuve en dehors de leurs bases. Le MCO, auteur d'un match nul à Béchar face à la JSS (1-1), se rendra à Alger pour défier le NA Hussein Dey (10^e, 11 pts), une équipe en plein redressement sous la conduite du nouvel entraîneur Lakhdar Adjali. La JSS est appelée elle à sortir le grand jeu à Tizi-Ouzou face à la JSK (5^e, 16 pts) qui reste sur un carton plein face au MC Alger au stade olympique du 5-Juillet (3-0). La JSK va retrouver à l'occasion son stade fétiche du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou après avoir accueilli ses adversaires deux fois loin de ses bases, suite à la sanction infligée par la commission de discipline de la Ligue de foot-

ball professionnel. Le CS Constantine (6^e, 15 pts), qui a infligé au CRB sa première défaite de la saison (1-0), effectuera pour sa part un long déplacement à l'Ouest du pays pour croiser le fer avec l'USM Bel-Abbès (11^e, 10 pts), dont la victoire est impérative pour s'éloigner de la zone rouge. L'USM Alger (7^e, 14 pts), stoppée net dans son élan à domicile par le NAHD (0-0), aura à cœur de se racheter du côté des Ziban face à l'US Biskra, dans un match qui se jouera à huis clos. Les Algérois tenteront de revenir avec un bon résultat face à une équipe fébrile à domicile (2 défaites en 5 matchs). En bas du tableau, le NC Magra (14^e, 8 pts), qui reste sur trois défaites de suite, devra se «révolter» à domicile face au CA Bordj Bou-Arréridj (9^e, 12 pts), lors d'une rencontre qui s'annonce équilibrée et ouverte à tous les pronostics. Enfin, la lanterne rouge, le Paradou AC (16^e, 7 pts), plus mauvaise équipe à domicile avec 2 défaites en quatre matchs, n'aura plus droit à l'erreur, à l'occasion de la réception de l'ES Sétif (11^e, 10 pts), confrontée à une crise interne sans précédent.

Bessa N.



Aujourd'hui

NC Magra-CABB Arréridj (15h00)
CR Belouizdad-AS Ain-M'lila (15h00)
USM Bel-Abbès-CS Constantine (15h00)
Paradou AC-ES Sétif (16h00)
JS Kabylie-JS Saoura (16h00, huis clos)
ASO Chlef-MC Alger (16h00)
US Biskra-USM Alger (17h00, huis clos)

Dimanche :

NA Hussein Dey-MC Oran (15h00)

Ligue 1 - MC Oran Une AG pour élire un nouveau président fixée pour ce mardi

Sans président depuis juin dernier, le MC Oran organisera mardi prochain une assemblée générale (AG) des actionnaires de la SSPA de ce club de Ligue 1 de football pour élire le successeur d'Ahmed Belhadj dit «Baba». Cette décision a été prise au cours d'une réunion du conseil d'administration de la SSPA/MCO tenue en fin d'après-midi de jeudi, mais à laquelle ont assisté trois membres seulement de sept, a-t-on appris de l'un d'entre eux, Nacereddine Bensedjari. «L'assemblée générale de la SSPA est composée de 18 membres qui sont convoqués pour élire un nouveau président, et un nouveau conseil d'administration mardi prochain à 17h00 au niveau de l'hôtel Meridien», a affirmé ce membre du conseil d'administration, ajoutant qu'il sera également question de nommer un nouveau directeur général en remplacement de Cherif El Ouezzani qui occupe actuellement ce poste, mais qui souhaite retrouver sa fonction originale comme entraîneur en chef de l'équipe. Le MCO est sous la menace de sanctions de la Fédération algérienne de football pour n'avoir pas remis des documents comptables et administratifs exigés par la nouvelle direction nationale de contrôle et de gestion, d'où l'empressement de certains actionnaires à remettre de l'ordre dans la maison.

Affaire USMA-MCA

«Les Usmistes étaient dans leur bon droit de donner suite à l'affaire», souligne Zetchi

L'USM Alger, sanctionnée d'un match perdu sur tapis vert et d'une défalcation de trois points pour avoir refusé de disputer le grand derby algérois contre le Mouloudia d'Alger pendant les dates Fifa «était dans son bon droit de donner suite à cette affaire», a considéré, hier, le président de la FAF, Kheireddine Zetchi. «L'USMA avait plusieurs joueurs en équipe nationale militaire, en plus de l'international libyen Ellafi, qui était également retenu avec la sélection de son pays. Donc, le club était en droit de demander à ne pas jouer contre le MCA», a indiqué le président de la FAF à son passage dans une émission sportive sur la Radio nationale. Interrogé si la FAF avait autorisé la Ligue de football professionnel (LFP) à faire jouer des matchs de championnat pendant les dates Fifa, Zetchi a répondu par la positive, mais selon lui «les clubs concernés devaient être d'accord pour jouer» aux dates qui allaient leur être proposées. «Pendant la réunion du Bureau fédéral à Ouargla, des membres du Bureau de ligue ont exposé le problème des matchs en

retard et de la possibilité d'en jouer quelques-uns pendant les dates Fifa pour alléger un peu le calendrier. Nous en avons longuement discuté et nous avons fini par accepter, mais à deux conditions. La première était qu'aucun match en retard ne se joue en même temps que les matchs de l'Equipe nationale. La 2^e condition était que les clubs concernés soient d'accord pour jouer aux dates qui allaient leur être fixées», a encore expliqué Zetchi. Un détail qui semble avoir échappé à la LFP, ayant ignoré le refus de l'USMA à affronter le MCA pendant ces dates Fifa, et n'hésitant pas à sanctionner ce club d'un match perdu sur tapis vert et d'une défalcation de trois points, après avoir mis ses menaces de boycott à exécution. S'étant sentie lésée par cette lourde sanction, la direction de l'USMA a décidé de porter l'affaire devant le Tribunal arbitral du sport (TAS) avec l'espoir de recouvrer ses droits. Le verdict du TAS dans cette affaire devait être rendu le jeudi 21 novembre courant, avant d'être renvoyé à une date ultérieure.

Coupe du monde des clubs 2021 Les trois premiers clubs africains en Ligue des champions seront qualifiés

Les représentants africains de la Coupe du monde des clubs de la FIFA 2021 sont les trois premiers de la Ligue des champions pour la saison 2020/2021, a annoncé, jeudi, la Confédération africaine de football CAF. La décision a été prise lors de la réunion du comité exécutif de l'instance africaine ce jeudi au Caire. La Fifa avait attribué en octobre dernier l'organisation de la Coupe du monde des clubs 2021 à la Chine. Il s'agira de la première édition qui se disputera à 24 équipes (et non plus sept), une réforme voulue par le président de la Fédération internationale de football, Gianni Infantino. Cette compétition sera organisée à la place de la Coupe des Confédérations qui a lieu une année avant le Mondial, entre la mi-juin et la mi-juillet. Problème : c'est aussi la date choisie par la Confédération africaine de football (CAF) pour la Coupe d'Afrique des nations à 24 équipes. Les éditions 2019 et 2020 de la Coupe du monde des clubs auront lieu au

Qatar. Le pays du Golfe profitera de ces deux tournois pour effectuer une préparation logistique grandeur nature pour ses stades et infrastructures dans l'optique du Mondial-2022 qu'il organisera sur son sol. Concernant la date de la CAN 2021 prévue au Cameroun, l'instance africaine dirigée par le Malgache Ahmad Ahmad, a indiqué, ce jeudi, qu'en raison des conditions météorologiques, les dates de la Coupe d'Afrique des nations 2021 seront décidées conjointement par la CAF et le pays hôte (Cameroun). Des entraîneurs des sélections africaines avaient estimé récemment que la Fifa était «en train de tuer» la Coupe d'Afrique des nations (CAN) après sa décision d'organiser la Coupe du monde des clubs 2021 en Chine entre la mi-juin et la mi-juillet. «La décision de la Fifa d'organiser la Coupe du monde des clubs au mois de juin signifie qu'ils sont en train de tuer la Coupe d'Afrique des nations. Si vous déplacez la Coupe d'Afrique des nations en

juillet, c'est pire qu'avant (en janvier-février) pour les clubs», a déclaré Claude Leroy à BBC Sport Africa. Il y a deux ans, la CAF avait opté pour une CAN l'été au lieu de janvier-février, principalement pour éviter les conflits répétés entre clubs et sélections. Si la Coupe du monde des clubs prend la place de la CAN, ce sera à nouveau un énorme problème pour les joueurs africains évoluant dans les clubs européens et ils sont nombreux. «Ce n'est pas le bon moment pour disputer la Coupe du monde des clubs», a résumé Khaled Mortagy, membre du conseil d'administration du club égyptien Al-Ahly, à BBC Sport. La CAF, qui tire ses principaux revenus de la CAN, va être confrontée à un problème énorme. Et l'institution est désormais sous contrôle de la Fifa. En août dernier, la Fifa a envoyé sa propre secrétaire générale, Fatma Samoura, pour assumer le rôle de «déléguée générale» pour l'Afrique, afin d'améliorer la gouvernance de la CAF.

Kheireddine Zetchi à la Radio nationale : «L'année 2019 était exceptionnelle pour nous»

L'Algérie a réalisé une année civile sans faute et surtout exceptionnelle en remportant le sacre africain en Egypte et enchaîner également avec une série d'invincibilité de seize matches.

Des statistiques qui n'ont pas laissé indifférent le patron de la FAF. «L'année 2019 était très spéciale et surtout exceptionnelle pour nous dans la mesure où nous sommes parvenus à décrocher un 2^e titre africain 29 ans après et de surcroît en Egypte. L'équipe nationale est restée invincible durant cette année aussi ce qui est énorme. Je tiens à faire un clin d'œil aussi au staff technique et aux joueurs surtout après la Coupe d'Afrique parce qu'ils sont restés avec la même envie et la même détermination et surtout ils ont gardé l'esprit de la gagne, ce qui est très important car on avait peur d'un relâchement de nos joueurs après le sacre africain. Je tiens à les féliciter pour leur professionnalisme».

«Le poste de manager général n'existe plus»

Encore une fois, le président de la FAF, Kheireddine Zetchi a indiqué que le poste de manager général n'existe plus et que désormais c'est Belmadi qui est l'unique responsable du volet technique. «Je pense qu'il n'y a aucun problème entre moi et Hakim Medane l'ancien manager général qui a voulu de son propre gré quitter ses fonctions après la Coupe d'Afrique des nations, puisqu'il ne pouvait plus s'investir à 100% dans son travail pour des raisons familiales. On a pris la décision de supprimer le poste de manager général. On a vu que c'est le sélectionneur national seul qui doit se charger du volet technique



de l'équipe nationale. En revanche, on a installé Belyacine dans le poste de coordinateur qui aura comme mission de s'occuper de l'aspect organisationnel».

«L'Italie nous a sollicité pour un amical»

Championne d'Afrique en titre, l'équipe nationale d'Algérie attire les grandes

nations pour l'organisation de matches amicaux. C'est dans cette optique que Zetchi a fait savoir que l'Italie veut affronter l'EN en amical. «L'Algérie est arrivée à un tel niveau et envergure, que plusieurs nations très huppées veulent nous affronter en amical. Il y a les Italiens qui insistent pour nous affronter, mais tout dépendra du tirage au sort de la Coupe du monde. On doit attendre d'être fixés sur

notre groupe afin de se pencher sur les matches amicaux. Il faut savoir aussi qu'il n'y a pas beaucoup de dates FIFA durant l'année, c'est à Djamel Belmadi de voir et de choisir le bon sparring-partner pour l'EN», explique le président de la FAF. Zetchi a affirmé aussi que «l'équipe nationale va profiter de toutes les dates FIFA pour disputer des rencontres amicales. À propos du probable match amical face à l'équipe de France, Zetchi dira que «C'est vrai que j'ai rencontré le président de la FFF, Le Graët. Les Français sont très excités à l'idée d'organiser un match amical ici en Algérie, mais c'est une question de planning et de programmation, car l'équipe de France a un programme très chargé aussi et les dates FIFA ne sont pas nombreuses. On verra ce qui va se passer plus tard concernant ce sujet », conclut Zetchi.

«Je termine mon mandat et je me retire»

Le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, a révélé qu'il ne va pas briguer un autre mandat à la tête de la haute instance footballistique en Algérie. «Je pense que je ne vais pas briguer un autre mandat. Je vais terminer ma mission à la tête de la FAF et me retirer. Je laisserai ma place à un autre. Je suis prêt également à aider le nouveau président dans sa mission, il n'y aura aucun problème», a affirmé le premier responsable de la FAF qui est à la tête de la FAF depuis mars 2017, à la radio.

Nice

Youcef Atal pisté par Tottenham

Selon plusieurs médias anglais et espagnols, le club anglais de Tottenham, dirigé désormais sur le banc par le Portugais José Mourinho, nommé mercredi en remplacement de l'Argentin Mauricio Pochettino, veut s'attacher les services du défenseur international algérien de l'OGC Nice Youcef Atal. «José Mourinho, tout juste nommé sur le banc de Tottenham, aurait plusieurs joueurs dans le viseur pour renforcer l'équipe cet hiver. Parmi eux, le Niçois Youcef Atal», selon le quotidien ibérique AS. Outre le latéral droit des Verts, le *The Special One* aurait également plusieurs joueurs dans le viseur pour cet hiver, à l'image du Gallois du Real Madrid Gareth Bale, ou encore l'Argentin de la Juventus de Turin, Paulo Dybala, selon la même source.

Stade Brestois

L'entraîneur Dall'Oglio rassurant sur l'état de santé de Belkebla

L'entraîneur du Stade Brestois Olivier Dall'Oglio, a rassuré, jeudi, sur l'état de santé du milieu international algérien Haris Belkebla, touché à la cheville, à deux jours de la réception du FC Nantes (20h00), dans le cadre de la 14^e journée du championnat de Ligue 1 de football. «Il a une petite douleur à la cheville, mais le jeudi matin il était sur le terrain», a affirmé le coach brestois lors d'un point de presse, cité par *France Football*, sans pour autant confirmer la présence du joueur ce soir face aux coéquipiers de l'autre international algérien Mehdi Abeid. Ayant signé ses grands débuts avec l'équipe nationale jeudi dernier, lors de l'écrasante victoire décrochée face à la Zambie au stade Mustapha-Tchaker de Blida (5-0), en ouverture des qualifications de la CAN-2021, Belkebla a fini par déclarer forfait pour le déplacement face au Botswana (victoire 1-0), lundi à Gaborone. «Si on a un souci au milieu, nous avons la possibilité d'appeler des garçons comme Hugo Magnetti ou Hianga'a Mbock», a-t-il ajouté. Retenu dans la liste des 23 joueurs pour la précédente CAN-2019, remportée par les Verts en Egypte, Belkebla a été écarté lors du stage effectué à Doha (Qatar), juste avant le début du tournoi, pour des raisons disciplinaires. Il a été remplacé par l'attaquant de Montpellier (France) Andy Delort.

Les Verts à six matches du record d'invincibilité mondiale

Invaincue depuis 17 matches, la sélection algérienne n'est pas loin d'égaliser la meilleure série d'invincibilité à l'échelle internationale, que détient la sélection allemande avec 23 matches sans défaite. Les Verts ne sont donc loin que de six matches pour égaliser ce record, et pourquoi pas le battre par la suite. D'ailleurs, si les protégés de Djamel Belmadi parviendraient à maintenir cette dynamique de victoires, rien ne peut les arrêter. Ils auront, d'ici au mois de juin prochain, l'occasion d'atteindre la barre de 20 matches sans défaites. En juillet dernier, la sélection algérienne est montée sur le toit de l'Afrique. Un accomplissement de taille et derrière lequel elle courait depuis 29 ans. Djamel Belmadi et ses hommes ont dépassé toutes les attentes en s'adjugeant cette deuxième étoile tant convoitée, suscitant la fierté et le bonheur de tout le pays. Mais, vu que la

compétition du haut niveau est un éternel recommencement et qu'il n'y a point de repos pour les guerriers -et encore moins pour ceux du désert-, il y a besoin de vite se remobiliser et repartir vers d'autres conquêtes. Les objectifs qui se présentent aux Verts ce sont les éliminatoires pour la CAN 2021 et la Coupe du Monde 2022. Pour la première échéance, les Fennecs ont réussi une entrée en la matière des plus réussies, en parvenant à enchaîner deux victoires de rang. Mais avant d'entamer ces qualifications, il y avait le besoin de se trouver un défi à court terme pour ne pas dormir sur ses lauriers, à fortiori lors des rendez-vous amicaux, comme ceux joués au mois d'octobre passé contre la RD Congo à domicile (1-1), puis cinq jours plus tard face à la Colombie à Lille (3-0).

Al Shabab

Benlamri sanctionné pour une arrivée tardive



Le défenseur international algérien d'Al Shabab (Div.1 saoudienne de football), Djamel Eddine Benlamri, sera sanctionné par son club pour une arrivée tardive, après avoir participé aux deux premiers matches de l'équipe nationale aux qualifications de la CAN-2021. «Benlamri devait arriver à Riyad ce soir (mercredi, ndlr), mais il ne l'a pas fait sans nous avoir prévenu à l'avance et c'est pour cela que le club a décidé d'appliquer le règlement interne. Comme tout le monde le sait, la

direction du Shabab prend très au sérieux les questions de discipline et elle ne fait aucune différence entre les joueurs», a affirmé Ahmed Al Masoud, chargé de communication du club, cité par la chaîne Al Riyadh TV. Benlamri, devenu titulaire indiscutable dans l'échiquier du coach national Djamel Belmadi, a pris part aux deux rencontres inaugurales des qualifications de la CAN-2021, à domicile face à la Zambie (5-0), et en déplacement face au Botswana (1-0). «C'est normal que des gens essayent de profiter de ce genre de conditions pour parler de problème. Le joueur sera sanctionné, voilà toute l'histoire», a-t-il ajouté. Concernant un éventuel départ du défenseur central algérien, arrivé à Al-Shabab en 2016, le responsable a fait part de l'intention du club de préserver le joueur formé au NA Hussein Dey. «Je ne peux pas répondre à la place de Djamel (Benlamri, ndlr). Le joueur est lié au club et la direction n'a pas l'intention de s'en séparer». Benlamri, dont le contrat avec le club saoudien court encore jusqu'en 2021, est entré en conflit avec sa direction en août dernier. Ne voyant rien venir après avoir demandé une revalorisation salariale, le défenseur avait boycotté les entraînements avant de revenir à de meilleurs sentiments. Titulaire indiscutable à la dernière CAN-2019 remportée par les Verts en Egypte, Benlamri a réalisé de belles prestations sous le maillot national, notamment depuis l'arrivée à la barre technique du sélectionneur Djamel Belmadi qui a réussi à relancer la carrière du joueur.



INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Météo	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
Min° Max°	11°/16°	10°/17°	7°/12°	9°/24°	12°/26°
Horaires des prières	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
Alger	06:03	12:34	15:15	17:34	19:00

Vitoria-Gasteiz (Araba/Álava) • País Vasco

44^a EUCOCO

22-23/11/2019

eucocovitoria2019.org

Saharako Herriari Laguntzeko eta Elkartasuna adierazteko Europako Konferentzia

Conferencia Europea de Apoyo y Solidaridad con el Pueblo Saharaui

Conférence Européenne de Soutien et Solidarité avec le Peuple Sahraoui

European Conference for Support and Solidarity with the Saharawi People

الندوة الدولية لدعم والتضامن مع الشعب الصحراوي

DESCOLONIZACIÓN DEL SAHARA OCCIDENTAL

Solidarité avec le peuple sahraoui

Plus de 500 personnes prennent part à la conférence

Plus de 500 personnes prennent part, vendredi et samedi à Vitoria-Gasteiz (Pays-Basque), aux travaux de la 44^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco). «La ville de Vitoria-Gasteiz réunit toutes les conditions pour accueillir la 44^e édition de l'Eucoco, et sera à la hauteur de cet événement international important, auquel on attend plus de 500 personnes, venues de tous les points de l'Etat espagnol et de l'étranger», a affirmé la Commission organisatrice sur son site internet. Prendront part à cet événement, qui sera tenu cette année sous le slogan, «1975-2019, 44 ans de lutte pour l'Indépendance.

La décolonisation du Sahara occidental, une garantie pour la paix et la stabilité dans la région», des délégations algériennes représentant notamment l'Assemblée populaire nationale (APN) et le Comité national algérien de soutien au peuple sahraoui (CNASPS). Côté sahraoui, le Premier ministre, Mohamed Louali Akeik y assistera accompagné du président du Conseil national sahraoui (Parlement), Khatri Adouh, et d'une importante délégation composée de ministres et de représentants de différentes intuitions nationales, membres d'organisations de la société civile, députés et militants des Droits de l'Homme des zones occupées du Sahara occidental.

Algérie-Emirats arabes unis

Plusieurs questions relatives à la région abordées entre les deux chefs de la diplomatie

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, était en visite, jeudi, aux Emirats arabes unis (EAU), où il s'est entretenu avec son homologue émirati, Cheikh Abdallah Ben Zayed Al Nahyane. Au menu de cet entretien entre les chefs des diplomates algérienne et émiratie, «les solides relations historiques» entre les deux pays sur tous les plans ainsi que les voies de leur développement et promotion, Selon un communiqué du ministère des affaires étrangères, les deux parties ont aussi abordé certaines questions relatives à la situation prévalent dans la région. Le chef de la diplomatie algérienne,

ajoute la source, s'est également entretenu avec le vice-Premier ministre et ministre des Affaires présidentielles des EAU, Cheikh Mansour Ben Zayed Al Nahyane et le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Cheikh Saïf Ben Zayed Al Nahyane qui a salué «la contribution efficace des cadres distingués de la communauté algérienne établie aux EAU au développement de l'industrie pétrochimique de son pays». A cette occasion, Boukadoum a présenté ses condoléances les plus attristées aux Emirats arabes unis, direction et peuple, suite au décès de Cheikh Sultan Ben Zayed Al Nahyane.

• Djelfa

L'enfant de 4 ans retrouvé sain et sauf



L'enfant de quatre (4) ans porté disparu à Djelfa a été retrouvé sain et sauf, hier, après environ 20 heures d'investigations, dans la forêt de «Taghersane», ont indiqué les services de la Protection civile. Le petit a été retrouvé, par les membres de l'Armée nationale populaire (ANP), sain et sauf aux environs de 8h du matin à quelque 3 km, où il a été perçu pour la dernière fois, a précisé le chargé de l'information au sein de la direction de la Protection civile, le lieutenant Khader Abderrahmane. Les services de la Protection civile ont lancé les investigations dès que le père du petit ait signalé la disparition de son fils, jeudi vers 15h, en mobilisant tous les moyens matériels et humains, en collaboration avec les membres de l'ANP, les unités de la Gendarmerie nationale et les agents forestiers. Une fois la nouvelle de la disparition du petit relayée sur les réseaux sociaux, des centaines de citoyens ont rejoint les équipes de recherches et exprimé leur solidarité avec la famille du disparu, avant que le wali de Djelfa, Toufik Dhif se soit déplacé sur les lieux pour superviser de près les investigations. Après l'avoir retrouvé, l'enfant a été immédiatement transféré à l'hôpital mixte (civil-militaire) au chef-lieu de wilaya, et soumis à une visite médicale qui a révélé son bon état de santé, avant de le livrer à sa famille dans la commune d'Aïn El Ibel, a conclu la même source.

Foire de l'artisanat en Mauritanie

23 artisans algériens y ont pris part

Vingt-trois (23) artisans algériens ont pris part, la semaine dernière à Chinguetti (Mauritanie), à la Foire de l'artisanat organisée dans le cadre de la 9^e édition du Festival des villes anciennes de Mauritanie (FVAM). Les produits algériens ont été fortement appréciés par les visiteurs de cette foire, avec à leur tête le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Ahmed Ghazouani, les membres de son gouvernement ainsi que le corps diplomatique. Le président de Mauritanie a sillonné tous les stands du pavillon où il a reçu des explications exhaustives et des présents offerts par les exposants. Cette participation, qui a eu un écho positif auprès des visiteurs, a mis en exergue la diversité et la qualité de l'artisanat algérien et du patrimoine artistique que recèle notre pays. De nombreux visiteurs du pavillon algérien ont acheté des produits de l'artisanat algérien.

Banques publiques

Application du programme de réforme le 15 décembre prochain

L'application du programme de réforme des banques publiques et de leur gouvernance, débutera le 15 décembre prochain, a annoncé, jeudi à Alger, le ministre des Finances, Mohamed Loukal. «Nous avons entamé la réforme des banques publiques qui doit, impérativement, passer par la réforme de la gouvernance.

Le programme de réforme va être mis en œuvre à partir du 15 décembre prochain», a indiqué Loukal en marge de la cérémonie d'installation du nouveau président de la

cellule de traitement du renseignement financier, Sid Ahmed Saïdi. Arrêté par le gouvernement, ce programme de réforme va être mis en œuvre à partir du 15 décembre prochain et sera finalisé lors des assemblées générales, prévues en juin 2020, a expliqué le ministre.

Cela va permettre, a-t-il poursuivi, d'impliquer «des administrateurs indépendants pour participer en tant que membres au sein des conseils d'administration des banques publiques pour plus de transparence».

Ces administrateurs, une fois sélectionnés, vont permettre, au sein des six banques publiques, d'asseoir une nouvelle gouvernance dans le cadre de la réforme des organes de gestion pour plus d'efficacité et plus de transparence, selon le ministre.

La réforme des organes de gestion va également permettre de «mieux déterminer les responsabilités au sein de ces banques et, surtout, libérer l'esprit d'initiative chez les dirigeants», a-t-il soutenu.

• CRAAG

Séisme de 3 degrés dans la wilaya de Guelma

Un tremblement de terre d'une magnitude de 3 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré ce vendredi à 07h08 (heure locale) à la wilaya de Guelma, annonce le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) de Bouzaréah. Le séisme a été localisé à deux kilomètres à l'est de Tamlouka dans la wilaya de Guelma.



Algérie Télécom

Une nouvelle application mobile «E-Paiement espace client» mise en application

Algérie Télécom (AT) a lancé une nouvelle application mobile «E-Paiement espace client», dédiée au renforcement de son service de rechargement et du paiement de ses factures, a-t-on appris, hier, du site internet de l'opérateur public. «Avec cette nouvelle application disponible en version arabe et française, le rechargement des comptes Idoom ADSL, Idoom fibre et Idoom 4G LTE ainsi que le paiement des factures téléphoniques Idoom fixe peuvent se faire à tout moment et en toute sécurité via le smartphone du client,

a-t-on précisé de même source. Pour effectuer le paiement, il suffit de télécharger l'application «E-Paiement espace client» d'AT sur Google Play Store et bénéficier ainsi de ses multiples avantages, a-t-on ajouté. Pour AT, «le lancement de ce nouveau service démontre, la volonté de l'entreprise d'améliorer l'expérience client, en restant attentive à son honorable clientèle». Il est à relever que les mêmes services sont assurés sur le portail d'Algérie Télécom https :

//ec.algeriatelecom.dz/portail.php.



L'ECHO
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information

www.lechodalgerie-dz.com